

RND, FLN ET LE FRONT AL MOSTAKBAL  
**LA COALITION SOULIGNE LES FUTURES  
AMBITIONS DU CANDIDAT TEBBOUNE**

Page 3

**SALAH GOUDJIL :**

**« L'ALGÉRIE  
EST CIBLÉE POUR  
SES POSITIONS »**

Page 5

ISSN : 1112-7449

**MIDI**



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 5083 | Mercredi 21 août 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**TRANSFERTS ILLÉGAUX  
D'ARMES**

**AMNESTY  
INTERNATIONALE  
DÉNONCE**

Page 16

**BUREAUCRATIE, CORRUPTION ET RÉFORME DE LA JUSTICE**

# LE CHEVAL DE BATAILLE DES CANDIDATS

Page 3



■ **PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE  
LA CAUSE PALESTINIENNE  
AU CŒUR DE LA CAMPAGNE**

Page 2

■ **FOURNITURES SCOLAIRES  
TAYEB ZITOUNI ANNONCE  
L'UNIFICATION DES PRIX**

Page 4

■ **DON DE CARBURANT  
LE LIBAN REMERCIE  
L'ALGÉRIE**

Page 5



**LUTTE CONTRE LE MPOX**

## UN APPEL URGENT DE L'OMS

Page 16

# La cause palestinienne au cœur de la campagne

La campagne électorale organisée en perspective du scrutin présidentiel du 7 septembre prochain se poursuit pour le sixième jour consécutif dans le pays, dans une atmosphère marquée par la responsabilité et la compétition positive.

PAR IDIR AMMOUR

Candidats, partisans et militants tentent de capter les sentiments des électeurs et de les convaincre de la pertinence de leur programme et de leurs projets électoraux. Ils rivalisent dans leurs efforts visant à communiquer et vulgariser leurs programmes auprès de larges groupes de la population à travers divers moyens de propagande. Une atmosphère qui reflète l'attachement du peuple à la démocratie et son respect des règles du jeu électoral, en dépit de leurs divergences idéologiques, pour gagner le soutien des électeurs, loin de tout trouble à l'ordre et de nuisance d'autrui. Au-delà d'un travail de fourmis sur le terrain qui consiste des meetings et des visites de proximité à travers le territoire national, de divers supports tels que les médias lourds, journaux, réseaux sociaux sont à la rescousse des candidats, mettant en avant leurs programmes pour convaincre le maximum d'électeurs souhaité. La souveraineté et l'opportunité de la construction d'un pays fort, sont au centre des discours des candidats, soulignant qu'elle est l'une des questions sur lesquelles les trois candidats sont unanimes. L'autre point qui mérite d'être soulevé est que malgré cette effervescence, la campagne électorale n'a pas fait oublier aux candidats et participants aux



meetings populaires de mettre en avant la cause palestinienne et celles des causes justes. En effet, le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, et le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, n'ont pas manqué d'évoquer la question palestinienne à chaque meeting populaire, outre le renforcement de la position de l'Algérie en soutien à la résistance et aux droits du peuple palestinien et sahraoui. Le candidat du FFS, Youcef Aouchiche, s'engage à mener une politique diplomatique « offensive », et jouer un plus grand rôle de médiation pour la résolution des crises régionales, avec le renforcement des zones d'influence algérienne en Afrique. Il a noté à ce sujet : « nous œuvrons également à la réévaluation de nos relations avec tous nos partenaires sur la base de l'intérêt national et la réciprocité et le respect mutuel, le renforcement des relations avec nos nouveaux partenaires, et

continuer à soutenir les causes palestinienne et sahraoui, et la consolidation des zones libres africaines pour un meilleur commerce interne africain, avec la révision des négociations avec l'Union Européenne ». Le candidat du MSP, pour sa part, a montré son soutien indéfectible à la cause palestinienne. Il ne cesse de révéler au grand jour dans chaque station de sa campagne, les crimes sionistes contre le peuple palestinien sans défense. Mettant aussi en avant les phénomènes d'hostilité et de haine contre les musulmans, qui ont entraîné une recrudescence des actes de discrimination, de marginalisation et d'exclusion, exigent de renforcer les efforts pour trouver des formules civilisationnelles nous permettant de faire face à la discrimination systématique, à l'islamophobie, à la haine et à l'intolérance. Abdelali Hassani, a rappelé que l'Islam « est la religion de la modération, et des hautes valeurs humaines ». Le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune et ses partisans, quant à eux, ont affirmé

que la cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation. Ils ont appelé, dans ce cadre, à l'intensification des efforts en vue de mobiliser davantage de soutien politique et matériel en faveur du peuple palestinien pour lui permettre de résister face aux crimes systématiques et à large échelle dont il est victime, notamment devant l'entêtement de l'occupant sioniste qui persiste dans ses graves violations à travers l'expansion de ses colonies. Tebboune et ses alliés ont assuré que l'Algérie « œuvrera avec les frères dans le monde musulman et avec tous les pays qui défendent le droit et la liberté dans le monde, à la consécration de la qualité de membre à part entière de l'Etat de Palestine aux Nations unies ». Ils ont rappelé aussi, la solidarité avec la cause sahraoui. « Notre solidarité collective a également été constante envers nos frères et sœurs au Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique à laquelle on refuse encore son droit inaliénable à l'autodétermination », a-t-il ajouté. I. A.

## Le candidat du MSP prône la promotion du développement local

PAR RACIM NIDHAL

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à l'élection présidentielle du 7 septembre, Abdelali Hassani Cherif, s'est engagé, hier à Tiaret à exploiter les ressources pour consolider le développement et réaliser la sécurité alimentaire.

Lors d'un meeting populaire à la maison de la culture et des arts Ali Maâchi, au sixième jour de la campagne électorale, Hassani Cherif a expliqué que son projet politique vise à « adopter une vision prospective pour consolider le développement, réaliser la sécurité alimentaire et assurer l'exploitation optimale des ressources de chaque région ». Après avoir évoqué les potentialités de Tiaret dans les domaines agricole et industriel, il a souligné la nécessité de « préparer des études approfondies pour promouvoir le développement local, en tenant compte de l'investissement dans la ressource humaine chargée de la gestion en accordant une attention à la famille, à l'éducation, à la formation et à l'encadrement ».

Dans le même contexte, il a souligné que son programme vise à « lutter contre la corruption et la bureaucratie, à œuvrer au développement de la numérisation et à fournir les moyens d'encourager l'investissement et la création de petites et moyennes entreprises ».

D'autre part, l'orateur a réitéré son intention de « réviser les lois fondamentales de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle pour réaliser la stabilité, instaurer la paix sociale, soutenir la cohésion de la société et la protéger des forces nuisibles », ajoutant que son projet politique « s'intéresse au développement du sport et du sport d'élite », félicitant les athlètes pour

ce qu'ils ont réalisé aux Jeux olympiques de Paris.

A cette occasion, le candidat a appelé les habitants de Tiaret à « participer fortement à ces élections qui se déroulent à une période exceptionnelle et charnière où le monde connaît des mutations et des développements rapides en raison des projets de domination mondiale menés par l'Occident et l'alliance sioniste », soulignant que le recours aux urnes pour choisir le prochain président « coupera la route à ceux qui s'intéressent à l'Algérie et à ceux qui la convoitent ». Avant le rassemblement, le candidat a fait une halte à la Place des Martyrs, où il a déposé une gerbe et lu la Fatiha dans la mémoire des martyrs, et a échangé avec les citoyens dans les rues du centre ville, où il a écouté leurs préoccupations et les a appelés à lui accorder leurs suffrages le 7 septembre prochain.

### Un programme d'urgence pour les Hauts-Plateaux

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix, Abdelaali Hassani Cherif, à l'élection présidentielle du 7 septembre, a déclaré que le programme « Forsa », qu'il propose aux Algériens mettra en place des programmes d'urgence pour promouvoir les régions des Hauts-plateaux afin de réaliser la sécurité alimentaire notamment les produits stratégiques. Animant un meeting populaire dans la wilaya de Tiaret, Hassani Cherif a indiqué, que pour ce faire, son programme a prévu l'amélioration de la distribution de l'eau potable, l'ouverture de routes, le soutien à la production agricole, la prise en charge de l'élevage. Hassani Cherif a ajouté que la réussite de ces programmes nécessite une réforme globale à travers la

réforme politique, la lutte contre les récalcitrants, et une attention particulière à la ressource humaine et, surtout, la lutte contre la corruption. Actualité oblige, Hassani Cherif est revenu sur le double anniversaire du 20 août, affirmant que son programme « Força » s'inspire du « référent novembriste » pour « parachever l'idéal des Martyrs et des Moudjahidines ». A ce sujet, Hassani a déclaré que le Congrès de la Soummam « a œuvré sur la planification et l'organisation de la Révolution ».

Aussi, le candidat du MSP a renouvelé l'appel lancé aux Algériens pour qu'ils se rendent massivement aux urnes le 7 septembre et choisis celui qu'ils jugent apte à diriger le pays, en déclarant que « l'élection présidentielle intervient dans un contexte particulier au vu des mutations que connaît le monde en raison de la lutte d'influence que se livrent les grandes puissances ». Sur ce point, Hassani Cherif salue la position de l'Algérie et son soutien à la cause palestinienne. Un soutien qui s'affirme comme « un élément clé dans l'axe de résistance au nouvel ordre mondial » tant le « soutien aux causes justes est un principe du peuple algérien », a-t-il souligné. Dans ce cadre, le candidat du MSP estime que « notre pays est visé dans son voisinage et notre armée fait sa part pour préserver la sécurité du pays », néanmoins, cette tâche « ne doit pas être du seul apanage de l'Armée mais doit être une responsabilité politique et populaire commune ». Et d'ajouter que « le prochain président doit être soutenu par le peuple » du fait que « certains individus, au cœur de la campagne, dénaturent le processus électoral et les candidats, poussent les Algériens à la désillusion en véhiculant des discours de haine ».

R. N.

BUREAUCRATIE, CORRUPTION ET RÉFORME DE LA JUSTICE

## Le cheval de bataille des candidats

*Les 3 candidats à l'élection présidentielle ont déployé leur campagne en promettant de lutter contre la bureaucratie et la corruption. Ils promettent de revoir certaines dispositions par le biais de la réforme de la Justice.*

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les candidats s'attaquent cette fois à des maux qui rongent la société. Le candidat du FFS Youcef Aouchiche n'a pas caché son intention de « combattre tous les fléaux sociaux qui gangrèment le milieu juvénile et détruisent la société ». Il a appelé de ce fait à « un engagement de réformer le secteur de la Justice » sans toutefois préciser les grands axes de cette réforme. En revanche, le candidat du MSP Chérif Hassani a été direct lors d'une halte à l'Est du pays, ce dernier a dénoncé également des fléaux où il juré de « mettre fin à la chaîne de corruption dans le gouvernement et de lutter contre la bureaucratie, l'obstruction des projets et l'arbitraire administratif ».

Ce sont ainsi ces préoccupations que déplorent les citoyens qui font l'unanimité du combat chez les candidats qui commencent à mieux s'imprégner de la réalité sociale. Pour Abdelmadjid Tebboune, son axe à ce sujet consiste « à parachever ce qui a été fait jusque-là ». En d'autres termes, plusieurs déclarations des partis qui



le soutiennent insistent sur deux faits : le premier est la réforme du code communal et de wilaya afin de réduire les inégalités entre les régions et le deuxième la lutte contre la corruption. Sachant que le président sortant dispose d'un background des premières mesures sur la réforme qu'il a initiée sur le juridique et judiciaire touchant particulièrement la lutte contre le blanchiment de l'argent sale et la corruption de l'oligarchie. Ses partisans n'hésitent pas de ce fait à vanter les efforts du Président candidat sur ces volets avec des solutions concrètes sur le plan juridique et judiciaire. Les candidats mettent également l'accent sur certaines incohérences dans la gouvernance locale. Si Tebboune mise sur un style ferme où l'autorité de l'Etat est le garant de la stabilité politique, les deux autres candidats tentent de remettre en cause certaines dispositions. Cherif

Hassani déclare qu'il supprimera les Dairas les qualifiant « d'un appareil bureaucratique entravant le développement et du coup, procédera à un nouveau découpage administratif qui vise à l'urbanisation des régions inhabitées en accordant aux élus de concrétiser les projets pour les populations de ce régions ». Alors que pour Aouchiche « l'axe important est de militer pour l'instauration d'un Etat de droit et une vie politique pacifique en associant les citoyens aux décisions cruciales du pays ».

C'est là où réside l'essentiel du slogan de campagne que défend le candidat du FFS qui cultive une certaine prudence dans sa communication de proximité. Sur ce plan d'ailleurs, les électeurs attendent beaucoup dans une vie politique que tous souhaitent qu'elle soit moralisée.

F. A.

POUR LE FFS

### Le changement passe par une forte participation

Le candidat du parti du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, a affirmé depuis la wilaya de Béjaïa, que le changement escompté par les Algériens « passe par une forte participation à l'élection ».

Animant un meeting dans la commune d'Ouzellaguen, M. Aouchiche a souligné que son parti avait toujours prôné « le changement pacifique » par les urnes, appelant les Algériens à saisir cette opportunité pour « choisir le programme qui répond le mieux à leurs aspirations ». Il les a également appelés à « ne pas céder aux discours défaitistes des tenants de l'immobilisme ».

Le candidat du FFS s'est en outre engagé, s'il obtenait la confiance du peuple, à « promouvoir l'état de droit » et à « bâtir des institutions fortes, associant les citoyens aux décisions cruciales pour le pays ». M. Aouchiche a aussi promis de « prendre des mesures d'urgence pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens et préserver leur dignité, notamment à travers la révision de la grille des salaires et la création d'allocations au profit des catégories vulnérables et précaires ». Le candidat du FFS à la présidentielle du 7 septembre s'était auparavant rendu dans la daïra de Seddouk pour se recueillir à la mémoire du chef de la résistance populaire Cheikh El-Haddad, avant de rejoindre le lieu ayant abrité le Congrès de la Soummam à Ifri, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative.

R. N.

RND, FLN ET LE FRONT AL MOSTAKBAL

## La coalition souligne les futures ambitions du candidat Tebboune

PAR LAKHDARI BRAHIM

Les partis de la coalition ont focalisé, hier de la campagne électorale, sur les ambitions du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune s'il était élu le 7 septembre prochain.

A ce propos, les secrétaires généraux du Rassemblement national démocratique (RND), du Front de libération nationale (FLN), Mustapha Yahy et Abdelkrim Benmbarek, et le chef du parti le Front Al Mostakbal, Fateh Boutbig, ont déclaré à Skikda, lors d'un rassemblement populaire commun, que « le candidat libre Abdelmadjid Tebboune entend mettre en place une base économique solide conforme aux aspirations du peuple algérien ». M. Benmbarek, a souligné lors de ce meeting commun organisé dans le cadre de la campagne électorale pour les élections présidentielles du 7 septembre au Palais de la Culture et des Arts Malik Chebel que « le candidat libre Abdelmadjid Tebboune est venu avec un programme ambitieux pour construire une Algérie nouvelle », ajoutant qu'« il continuera à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens en réduisant les impôts et en augmentant les salaires pour atteindre une augmentation de 100 % d'ici 2027 ». Il a également souligné que le candidat libre Abdelmadjid Tebboune, qui est soutenu par sa formation politique « s'est engagé à récupérer les fonds spoliés en émettant 285 commissions rogatoires judiciaires à travers 32 pays étrangers et en assurant le suivi de 755 comptes bancaires à travers le monde ».

Pour sa part, M. Yahy a déclaré que « si la confiance dans le candidat libre Abdelmadjid Tebboune est renouvelée, son prochain mandat présidentiel sera une période de consolidation des acquis sociaux et économiques ».

Pour sa part, M. Boutbig a expliqué que « placer sa con-

fiance en la personne de Abdelmadjid Tebboune est la bonne décision qui mettra le pays sur la voie du progrès et permettra la poursuite des réformes qu'il a entamées, ce qui relancera l'économie nationale », rappelant toutes les réalisations accomplies par le candidat libre au cours de son premier mandat. Les trois intervenants ont souligné l'importance d'une forte participation aux élections présidentielles prévues le 7 septembre prochain et de voter en faveur du candidat libre Abdelmadjid Tebboune « pour qu'il poursuive ce qu'il a commencé il y a 5 ans dans le processus de construction de la nouvelle Algérie ». Pour sa part, le chef de file du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a estimé que « l'Algérie se dirige vers un avenir prometteur grâce aux réalisations du président Abdelmadjid Tebboune, qui se présente pour un second mandat ». S'exprimant lors d'un rassemblement populaire organisé ce mardi à Alger, M. Bengrina a souligné que « l'Algérie connaîtra le renouvellement des institutions et la restructuration économique, sociale et administrative au cours du prochain mandat, si le candidat libre Abdelmadjid Tebboune l'emporte ». Dans le cadre du renforcement de l'identité nationale, M. Bengrina a rappelé l'attachement de M. Tebboune, lors de son premier mandat présidentiel, à l'importance de la préservation de la mémoire nationale, notant qu'il a réalisé plusieurs promesses et réalisations, telles que « l'ouverture d'une chaîne publique au nom de la mémoire et le rétablissement de la sixième strophe de l'hymne national ». Par ailleurs, le chef du parti El-Fadjr El-Djadid, Tahar Benbaïbeche, a appelé, depuis Bordj Bou Arreridj, à voter fortement lors de l'élection présidentielle du 7 septembre prochain en faveur du président de la République afin de « de réaliser davantage d'acquis ». M. Benbaïbeche a, lors d'un rassemblement populaire organ-

isé à l'auditorium Bachir Brahimi estimé que « le peuple algérien se rendra aux urnes le 7 septembre pour témoigner des acquis du premier mandat présidentiel et parachever le processus d'édification d'une Algérie nouvelle ». Ainsi, il a appelé les électeurs « à se rendre massivement aux urnes et à choisir le candidat libre Abdelmadjid Tebboune afin de continuer à soutenir le développement, la stabilité et la lutte contre les complots contre l'Algérie ».

### L'Association nationale des grands invalides soutient Tebboune

L'Association nationale des grands invalides de la guerre de libération nationale a annoncé, lundi soir, son soutien au candidat indépendant à la présidentielle du 7 septembre prochain, Abdelmadjid Tebboune.

Lors d'une conférence marquant la Journée nationale du Moudjahid, son président, Haï Abdennebi, a lu un communiqué affirmant que l'association soutenait Tebboune pour un second mandat présidentiel.

Ce soutien est motivé par la volonté de l'association de voir Tebboune parachever la mise en œuvre des projets stratégiques et des réformes engagées dans divers secteurs. Abdennebi a souligné les acquis réalisés au niveau national dans les domaines politique, économique et social durant le premier mandat de Tebboune. Il a également mis en avant l'animation de la diplomatie algérienne sur la scène internationale et la position constante de l'Algérie sur les questions justes dans le monde. L'Association des grands invalides de la guerre considère que ces éléments justifient pleinement son soutien à Abdelmadjid Tebboune lors de la prochaine élection présidentielle.

L. B.

## ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

## Croissances et perspectives

*L'Algérie est embarquée depuis quelques années dans le train des réformes et la relance économique. Un défi relevé avec succès. Ces dernières années, l'économie algérienne a réussi un taux de croissance proche de 4%, un taux maintenu dans un contexte où des pays peinaient à avoir une croissance positive.*

PAR RIAD EL HADI

L'État algérien a annoncé une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) à près de 270 milliards de dollars et une stabilité du taux de croissance à la hauteur de 4 %, outre une hausse de la valeur du dinar.

La création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), une démarche qui a contribué, à l'amélioration du climat des affaires en Algérie et à la relance de l'investissement, précisant que l'AAPI compte actuellement près de «6 400 nouveaux investissements, dont 3.000 projets lancés, en sus de l'inscription d'environ 100 investissements étrangers», des investissements à même de créer près de «200 000 postes d'emploi».

### Ces chiffres démontrent que «l'Algérie a retrouvé sa crédibilité».

La production nationale, atteindra bientôt l'autosuffisance en matière de production d'huile et de sucre grâce aux efforts soutenus consentis pour renforcer la production des céréales.

Les importations de l'Algérie en cette denrée qui s'élèvent à près de 9 millions de tonnes/an, outre la production du lait,

### JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

### La commémoration supervisée par Attaf

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a supervisé, hier, la commémoration de la Journée du Moudjahid, coïncidant avec le double anniversaire de l'attaque du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du congrès de la Soummam (20 août 1956).

Dans un communiqué publié sur le site officiel du ministère des Affaires étrangères, il est indiqué : « Aujourd'hui, le ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger a commémoré la Journée du Moudjahid, coïncidant avec le double anniversaire de l'attaque du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du congrès de la Soummam (20 août 1956), sous le slogan "Loyauté constructive et continuité", en présence du ministre Ahmed Attaf, du secrétaire général du ministère, des membres du bureau des moudjahidines, des ayants droit ainsi que des cadres et employés du ministère »

R. N.



avec le lancement du projet algéro-qatari de production de poudre de lait au sud du pays, d'un coût de 3,5 milliards USD, sur une superficie totale estimée à 117 000 hectares. Il s'agit d'une « performance réalisée notamment grâce au dynamisme que connaît l'économie algérienne », soutenant que cela est visible à travers le terrain et les chiffres enregistrés.

« L'Algérie a ainsi vu passer son Revenu national brut (RNB) par habitant de 3.900 USD (entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023), à 4.960 USD (entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024) », selon la mise à jour de la classification annuelle des économies des pays membres de la BM. Cette classification tient compte des données enregistrées durant l'année écoulée sur la base de l'évolution du RNB par habitant, en prenant en compte des facteurs tels que la croissance économique, l'inflation, les taux de change et la croissance démographique affectant le RNB par habitant, selon la même source, en précisant que les révisions des méthodes et des données de la comptabilité nationale peuvent aussi parfois avoir un impact. La Banque Mondiale a revu à la hausse le positionnement de l'Algérie pour l'année 2025, s'alignant ainsi au FMI et reconnaissant la justesse des résultats statistiques découlant des efforts consentis par l'Algérie pour donner une image fidèle de l'économie algérienne.

« La période de Covid-19 a stimulé l'économie algérienne avec l'industrie qui s'est développée pour répondre à la demande intérieure, contrairement à d'autres pays qui ont eu de la difficulté à reprendre ».

La BM a salué les efforts entrepris par l'Algérie en la matière, citant notamment « une politique financière assez rigoureuse qui s'est traduite notamment par la gestion des ressources publiques, le maintien de la consommation et la mobilisation des financements pour l'investissement public ».

D'importantes mesures ont été prises pour

soutenir l'économie nationale : la promulgation d'un nouveau code des investissements, sorti avec tous les textes d'application, la mise en place de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (APPI), la nouvelle loi bancaire qui va ouvrir, a-t-il mentionné, de « nouvelles possibilités » de financements en introduisant des concepts tels que la digitalisation, la finance islamique et verte.

Les mesures prises pour l'accès au foncier et les facilités dans les services accordés aux entreprises.

### Vers une nouvelle dynamique de développement basée sur la valorisation des richesses nationales

L'exploitation de ce mégaprojet impulserait le développement du secteur minier national ainsi que l'Industrie nationale, outre l'accélération du processus de développement du Sud-ouest du pays via des projets connexes, d'ouvrir de larges perspectives d'exportation.

En plus de ses retombées attendues sur le développement, ce gisement qui recèle des réserves de l'ordre de 3,5 milliards de tonnes, est devenu un modèle parmi les projets de développement intégrés, et dont l'état algérien a insisté à maintes reprises pour sa concrétisation dans le cadre d'une approche « intégrée et dans la complémentarité », avec les autres projets industriels et les infrastructures connexes.

Ce gisement est considéré comme le plus grand investissement minier en Algérie depuis l'Indépendance.

Outre la consolidation des capacités d'exploitation des richesses naturelles au service de l'industrie lourde, cet ambitieux projet devrait générer 15.000 emplois, et une main d'œuvre prévisible de 20.000 travailleurs.

La mine de fer de Gara Djebilet est composée de trois zones d'exploitation : Gara Djebilet-Ouest, Gara Djebilet-Centre et Gara Djebilet-Est. La zone Ouest est riche

en réserves d'environ de 1,7 milliard de tonnes.

### La ligne ferroviaire Gara Djebilet-Béchar impulsera le développement économique local

La ligne ferroviaire Gara Djebilet-Tindouf-Béchar destinée notamment au transport du minerai, revêt une importance capitale en termes de développement, compte tenu du rôle de cet axe vital dans la dynamique économique sans précédent que doit connaître la région Sud-Ouest du pays, et sa contribution dans l'exploitation et la valorisation des richesses minières.

### AQS prévoit une production de 1,9 million de tonnes de produits sidérurgiques pour 2024

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) prévoit, pour 2024, une production de 1,9 million de tonnes de produits sidérurgiques.

### Industrie sidérurgique

Le complexe sidérurgique Tosyali Algérie vient de franchir une étape majeure dans son développement en exportant sa première cargaison de tôles d'acier.

Cette réalisation inédite pour l'Algérie marque un tournant dans l'industrie nationale de l'acier et positionne le pays comme un nouvel acteur sur le marché international de ce matériau.

Le complexe, fruit d'un partenariat algéro-turc, a réalisé cette prouesse en août 2024 en expédiant 25 000 tonnes de ce matériau stratégique.

### Mégaprojet algéro-italien pour la production de céréales et de légumineuses à Timimoune

D'une valeur de 420 millions d'euros, ce projet d'investissement, fruit d'un partenariat entre le Groupe italien BF et le Fonds national d'investissement (FNI).

Une superficie de 36 000 ha sera consacrée à la production de blé, de lentilles, d'haricots secs et de pois chiches, ainsi qu'à la construction d'unités de transformation, pour la fabrication de pâtes alimentaires, et de silos de stockage.

Création de plus de 6 700 emplois, dont 1 600 permanents.

Les indicateurs positifs réalisés par l'Algérie en matière économique au cours des dernières années la préparent à rejoindre les économies des pays émergents.

R. E.

## FOURNITURES SCOLAIRES

## Tayeb Zitouni annonce l'unification des prix

PAR RAYAN NASSIM

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a révélé que le secteur s'oriente vers le contrôle des prix des produits de large consommation. Lors de sa visite hier dans la wilaya de Médéa, Tayeb Zitouni a ajouté qu'il existe une coordination avec le ministère des Finances et le ministère du Commerce pour contrôler les prix des produits de grande consommation, soulig-

nant que des fournitures scolaires d'une valeur de 75 millions de dollars ont été importées, tandis que 5 cinq fournitures de base sont produites à 100 % en Algérie. Le ministre a, également, révélé que les prix des cahiers scolaires « seront unifiés au niveau national » affirmant « avoir donné des instructions pour faciliter le processus de dédouanement des fournitures scolaires importées ». Sur un autre registre, le ministre a révélé qu'une numérisation globale des ports sera effec-

tuée pour contrôler tous les articles importés. « La numérisation permettra de suivre les articles importés depuis leur départ des ports étrangers jusqu'à leur arrivée dans les ports algériens. Cela facilitera le suivi et le contrôle des articles importés » a affirmé le ministre qui a soutenu que « le processus de distribution des produits et des marchandises sera contrôlé depuis la sortie d'usine jusqu'aux magasins de détail ».

R. N.

SALAH GOUDJIL :  
« L'Algérie est ciblée pour  
ses positions »

Une participation massive, toute composante confondue, à l'élection présidentielle du 7 septembre constituera un « message fort aux ennemis extérieurs de l'Algérie », a affirmé Salah Goudjil, président du Conseil de la nation.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Dans un entretien accordé à la Télévision nationale, diffusé dans la soirée de lundi, à la veille de la commémoration de la journée du Moudjahid, coïncidant avec le double anniversaire de l'attaque du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du congrès de la Soummam (20 août 1956), Salah Goudjil a abordé plusieurs sujets relatifs à ces deux événements mais également à l'actualité nationale, notamment l'élection présidentielle.

D'emblée, le deuxième homme de l'Etat a tenu à mettre en garde contre les menaces extérieures. « L'Algérie est actuellement ciblée et fait face à plusieurs fronts, d'où la nécessité de renforcer le front interne », a déclaré Salah Goudjil. « L'Algérie est visée aujourd'hui en raison de son adhésion à ses principes révolutionnaires. L'Algérie est aujourd'hui visée en raison de son attachement à ses principes révolutionnaires, notamment le principe du non-alignement et la défense des causes justes dans le monde », a-t-il argumenté. « Il y a des manœuvres contre l'Algérie. Lorsqu'on voit que des armes ont été acheminées par bateau vers l'Algérie, des armes neuves et non d'occasion, de surcroît achetées en France dans des armureries, on se demande où étaient les



services français de sécurité et comment ont-ils laissé faire ? », s'est-il interrogé, avant de poursuivre en indiquant que « le colonisateur français est toujours à la manœuvre au milieu de l'ombre de la montée de l'extrême droite ».

Saluant l'adhésion du président de la République Abdelmadjid Tebboune au référent novoumbriote et son engagement « à préserver la souveraineté nationale et de renforcer l'indépendance politique et économique dans le cadre de l'Algérie nouvelle », Salah Goudjil a, dans la foulée, réitéré son soutien au candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune pour « poursuivre sa mission, conformément à la Constitution qui lui donne droit à deux mandats », relevant que la prochaine présidentielle constituera « une victoire pour l'Algérie » du fait qu'« elle renforcera la construction de l'édifice démocratique dont les contours ont été définis par la Constitution de novembre 2020 ».

Saluant le rôle de l'Armée Nationale Populaire dans la défense de la souveraineté nationale, ainsi que le niveau de vigilance et de préparation dont elle fait

preuve, ainsi que les autres services de sécurité, Salah Goudjil témoigne que « le Congrès de la Soummam a contribué à l'organisation de la révolution, à la formation de sa direction et à la définition des responsabilités, ce qui a débouché sur des décisions importantes qui ont été concrétisées lors de la Conférence du Caire en 1957 ».

Dans ce cadre, il a souligné que la force de la révolution de libération résidait dans son adhésion à l'action collective et dans le rejet de toute forme de leadership. En outre, l'harmonie qui « caractérisait le travail de ses dirigeants les a amenés à faire passer l'intérêt de la nation avant leurs intérêts personnels ».

Evoquant la cause sahraouie, Salah Goudjil rappelle qu'elle demeurera « une question de décolonisation toujours inscrite au niveau de l'ONU », mettant l'accent sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Dans cet ordre d'idées, il a fustigé la dernière position du président français vis-à-vis de la cause sahraouie, affirmant qu'il s'agit « de manœuvres à des fins connues ».

R. R.

DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Un retour en force sur la scène internationale

PAR CHAHINE ASTOUATI

L'Algérie a affirmé sa présence sur la scène internationale, retrouvant son aura diplomatique historique, tout en consolidant ses principes de défense des causes justes.

L'Etat algérien a placé la diplomatie au cœur de sa politique étrangère.

La diplomatie algérienne a connu un renouveau significatif, illustré par sa participation remarquée au Sommet du G7 en Italie, un événement marquant qui a démontré la place retrouvée de l'Algérie dans le débat international.

Cette présence illustre le retour de l'Algérie comme acteur clé sur la scène mondiale, mettant en avant la nécessité d'un dialogue constructif avec les grandes puissances et les pays voisins.

La diplomatie algérienne se distingue par une approche basée sur le principe d'égalité dans les relations internationales, un retour aux valeurs fondamentales qui ont toujours guidé l'Algérie depuis son indépendance.

Cette approche a permis à l'Algérie de se positionner comme un médiateur efficace dans la résolution des conflits, tout en affirmant sa capacité à préserver ses intérêts nationaux avec force et cohésion.

Un engagement actif  
en Afrique et au Conseil  
de sécurité

L'Algérie a également redoublé d'efforts pour renforcer son influence en Afrique, un continent auquel elle est profondément attachée.

L'Etat a activement soutenu des projets de développement à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, visant à promouvoir des initiatives infrastructurelles à l'échelle régionale et continentale.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie a su faire entendre sa voix, devenant un défenseur inflexible des causes justes, notamment celles des peuples palestinien et sahraoui.

Ce rôle renforcé témoigne du retour en force de la diplomatie algérienne, reflétant une volonté de défendre les valeurs humaines et les principes de justice à l'échelle internationale.

Un soutien constant  
aux peuples opprimés

L'Etat a réaffirmé l'engagement de l'Algérie en faveur des causes de liberté et

d'autodétermination. Cette continuité avec les principes de la Révolution algérienne se manifeste par un soutien actif aux mouvements de libération et aux nations sous pression coloniale. L'Algérie a maintenu un rôle de premier plan dans les discussions internationales, notamment en œuvrant pour l'unification des factions palestiniennes et en soutenant les frères en Libye, au Mali et au Niger.

Une diplomatie ancrée dans les  
valeurs historiques

L'héritage de la diplomatie algérienne, est fidèle aux principes d'équité et de solidarité internationale. La diplomatie actuelle continue de défendre les idéaux historiques de l'Algérie, en mettant en avant le droit de peuples à l'autodétermination et en rejetant le chantage et les complots. La diplomatie algérienne, enrichie par une approche proactive et une volonté de résoudre les conflits par le dialogue, s'est imposée comme un pilier incontournable dans la gestion des affaires mondiales.

En conclusion, l'Algérie a non seulement restauré son rôle de leader sur la scène internationale mais a également affirmé ses valeurs fondamentales d'équité et de justice.

C. A.

AHMED ATTAFF REÇOIT  
UN APPEL TÉLÉPHONIQUE  
DE ABDALLAH BOUHABIB  
Le Liban remercie  
l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu hier, un appel téléphonique du ministre libanais des Affaires étrangères et des Expatriés, Abdallah Bouhabib, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre libanais a réitéré « les remerciements et la gratitude des autorités de son pays au président de la République Abdelmadjid Tebboune pour sa solidarité, son soutien et son appui au Liban dans les circonstances difficiles qu'il traverse, à travers sa décision de fournir à ce pays frère une cargaison de combustible pour le fonctionnement des centrales électriques », précise-t-on de même source.

Le chef de la diplomatie libanaise a souligné que l'initiative algérienne a été « bien accueillie et largement appréciée par tous les segments du peuple libanais », ajoute la même source.

Abdallah Bouhabib a, également, exprimé « ses sincères remerciements pour les efforts et les démarches de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU pour défendre les positions du Liban, ses intérêts vitaux et sa souveraineté territoriale face à l'agression sioniste répétée contre son territoire », a indiqué le ministère.

Pour rappel, le chef de la diplomatie libanaise Abdallah Bouhabib a remercié le 19 août l'Algérie et son président Abdelmadjid Tebboune, pour « l'initiative consistant à approvisionner immédiatement le Liban en carburant pour répondre à ses besoins dans le secteur de l'électricité ».

Il a notamment reçu l'ambassadeur d'Algérie Achid Belbaki en lui transmettant « la gratitude du gouvernement libanais pour la décision du Président Tebboune, qui n'est pas une décision surprenante prise par lui et par l'Algérie, qui a toujours été aux côtés du Liban dans les circonstances les plus difficiles qu'il a vécues et auxquelles il est encore confronté ».

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a également remercié Alger pour cet acte de solidarité.

Le ministre libanais de l'Énergie et de l'Eau, Walid Fayyad, a de surcroît reçu un appel du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, au cours duquel il a exprimé la volonté de son pays d'accompagner le Liban dans sa sortie de crise.

R. N.

ONTA

# Plus de 1,2 million d'hectares de terres à mettre en valeur par la concession

Plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession ont été recensés, a annoncé le directeur général de l'Office national des terres agricoles (Onta), Mohamed Ameziane Lanasri.

Dans un entretien à l'APS, M. Lanasri a précisé que dans le cadre du décret exécutif 21-432 du 4 novembre 2021, plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession avaient été recensés, dont 113.713 hectares ont été transférés à l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas) pour leur attribution au titre des cultures stratégiques. Il s'agit de nouveaux périmètres à mettre en valeur et de superficies disponibles récupérées sur d'anciens périmètres créés dans le cadre des précédents programmes de mise en valeur, a fait savoir le responsable. S'agissant des dossiers de régularisation en suspens concernant les anciennes formules en vertu du décret exécutif 24-55 de 2024 modifiant et complétant le décret exécutif 21-432, M. Lanasri a fait état de plus de 27.000 dossiers pour une superficie totale de plus de 579.000 hectares dans 33 wilayas, précisant que 91% des dossiers en suspens avaient été régularisés. Evoquant le bilan de l'opération de récupération du foncier agricole octroyé par l'Etat dans le cadre de la loi 10-03, prévoyant la conversion du droit de jouissance en

droit de concession, le responsable a indiqué que près de 85.000 hectares de terres non-exploitées avaient été récupérés, dont 16.000 hectares ont été distribués en vertu de l'arrêté ministériel 1344 définissant les modalités d'appel à candidature et les critères de choix des candidats dans le cadre de la concession des terres agricoles, en attendant la distribution des 69.000 hectares restant après autorisation des walis et appel à candidature. Pour ce qui est des terres agricoles exploitées sans titres, M. Lanasri a fait savoir que l'Office avait recensé un total de 141.857 dossiers à régulariser pour les exploitants de ces terres, dans le cadre de la circulaire interministérielle 750 relative à l'assainissement du foncier agricole, ainsi que de l'arrêté interministériel de 2022 régissant l'opération de régularisation des exploitants sans titres dans le cadre de la mise en conformité des terres agricoles.

## Attribution de plus de 6.600 hectares de terres agricoles via la plateforme numérique

Par ailleurs, et en ce qui concerne la numérisation, M. Lanasri a affirmé que «la numérisation de l'Office et de ses services a atteint un taux de 100%», mettant en avant «les résultats enregistrés sur sa plateforme numérique permettant aux intéressés de bénéficier d'un foncier agricole aux fins d'investissement».

Depuis le lancement de la plateforme numérique de l'Onta le 1er novembre 2023, plus de 6.600 hectares de terres ont été attribués à quelque 180 agri-



culteurs aux fins d'investissement et ce, après la publication sur la plateforme de deux portefeuilles fonciers, le premier pour une superficie totale de 13.582 hectares répartis sur 39 périmètres à travers cinq wilayas et le deuxième pour une superficie de 235 hectares répartis sur cinq périmètres dans la wilayas de Souk-Ahras.

Les dossiers de candidature au troisième portefeuille foncier concernant 22 périmètres d'une superficie totale de 24.790 hectares répartis sur sept wilayas, également publié sur la plateforme, sont à l'étude.

Un quatrième portefeuille foncier pour la distribution de 22.508 hectares est actuellement proposé sur la plateforme, a indiqué le responsable, assurant que «la publication des assiettes foncières se poursuivra dans la transparence la plus totale».

Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation et à la modernisation du secteur de l'agriculture, tend à «faciliter l'accès aux terres agricoles en toute transparence et dans un délai

court, ce qui est à même de contribuer à la sécurité alimentaire, d'alléger les charges administratives et de réduire la facture d'importation», a soutenu M. Lanasri. Les personnes souhaitant bénéficier d'un foncier agricole peuvent déposer leurs demandes directement via cette plateforme, créée en vertu du décret exécutif 21-432 du 4 novembre 2021.

## COMMERCE

### La valeur des produits alimentaires exportés a atteint près de 400 millions USD

La directrice centrale du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Farah Mekidèche, a indiqué que la valeur des exportations algériennes des produits alimentaires avait atteint, en 2023, près de 400 millions USD. Intervenant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, la responsable a fait savoir que «l'Algérie avait exporté l'équivalent de 397 millions USD de produits alimentaires au cours de l'année écoulée» et ce, grâce à «la nouvelle politique nationale qui soutient l'investissement dans des secteurs autrefois dominés par l'importation». «L'Algérie a pu, également, augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures grâce à l'amélioration de son climat d'investissement au cours de ces 4 dernières années et à la politique clairvoyante adoptée en matière de gestion du commerce extérieur», outre l'encouragement des initiatives et leur accompagnement par l'Etat et la numérisation des différents secteurs, ayant permis de maîtriser les mécanismes et les chiffres, a ajouté l'intervenante. Pour Mme Mekidèche, «ces indicateurs positifs renforcent la confiance en la capacité des entreprises algériennes à changer la donne traditionnelle basée sur l'importation, en s'orientant davantage vers l'exportation», affirmant que le ministère accompagnera et soutiendra tous les secteurs, notamment les secteurs prometteurs.

HAUSSE DES PRIX MONDIAUX DU CAFÉ

## L'UGCAA prête à contribuer aux efforts visant la stabilité des prix du café

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a exprimé, dimanche dans un communiqué, sa pleine disponibilité à contribuer aux efforts du Gouvernement visant à stabiliser les prix du café sur le marché national, notamment en s'engageant à plafonner les marges bénéficiaires.

L'UGCAA s'est dite «satisfaite des conclusions ayant sanctionné la réunion interministérielle, présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, consacrée à la prise de mesures nécessaires face à la hausse des prix mondiaux du café et à ses répercussions sur le marché local», se félicitant des «décisions et mesures judicieuses qui ont été prises à même de contribuer à la baisse des prix et au renforcement du pouvoir d'achat des citoyens», lit-on dans le communiqué.

L'Union a également salué «la rapi-

dité de la prise en charge des préoccupations des professionnels et de leur accompagnement», selon la même source.

Dans ce cadre, l'UGCAA a affiché «sa pleine disponibilité à accompagner le Gouvernement, le Conseil du renouveau économique algérien (Crea) et les opérateurs économiques dans l'application sur le terrain de ces décisions, via l'accompagnement des distributeurs, des grossistes, des détaillants et des propriétaires de cafés».

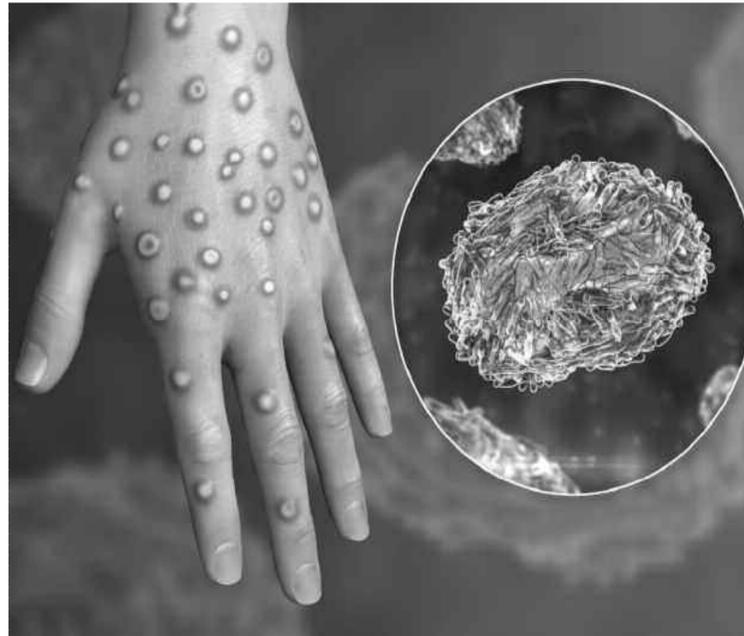
Cet accompagnement se fera en assurant un approvisionnement direct et en incitant les différentes parties à réduire progressivement les prix après leur baisse chez les importateurs, tout en s'assurant du respect du plafonnement des marges bénéficiaires sur le café à tous les niveaux.

Cette démarche «se veut un couronnement des efforts des autorités

publiques, visant à coordonner et unifier les efforts avec l'ensemble des partenaires pour maintenir la stabilité du marché local, garantir la baisse des prix du café dans les magasins et le rendre accessible aux consommateurs, permettant ainsi aux commerçants de bénéficier des résultats de ces incitations et décisions et de barrer la route aux courtiers, spéculateurs et intrus».

Aussi, l'Union a réitéré son «adhésion volontaire à toute démarche visant à réaliser la stabilité économique et le bien-être des citoyens, outre la facilitation des tâches des commerçants, des artisans et des opérateurs économiques, d'autant que nous sommes aux portes d'échéances socio-politiques dont le succès exige les efforts de tout un chacun», conclut le communiqué.

# Variole du singe : Origine de la zoonose et modes de contamination



**Une zoonose fait parler d'elle depuis quelques mois : la variole du singe. Originaires d'Afrique, elle a été transmise à l'homme par des animaux sauvages. Les nouveaux animaux de compagnie (NAC) sauvages peuvent jouer un rôle non négligeable dans la diffusion du virus.**

## Introduction

Depuis le 7 mai 2022, nous assistons à une émergence inhabituelle de cas humains sporadiques de la variole du singe dans plusieurs pays européens, en Amérique du Nord et en Australie, alors qu'il s'agissait d'une maladie endémique localisée à l'Afrique centrale et occidentale. La particularité de ces cas est que, en dehors du premier malade au Royaume-Uni de retour du Nigéria, il s'agit de personnes n'ayant pas voyagé en Afrique. Alors que l'on reconnaît une origine zoonotique dans la plupart des cas africains, ces cas émergents sont liés à des contaminations interhumaines, souvent observées chez des hommes homosexuels ou bisexuels ayant eu plusieurs partenaires et n'ayant pas voyagé en Afrique.

Il s'agit aussi d'une zoonose et de nombreux réservoirs animaux sont suspectés en Afrique. C'est pourquoi l'apparition de cette maladie due à un virus très résistant dans le milieu extérieur en dehors de l'Afrique doit amener à une certaine prudence pour éviter tout risque d'instauration d'un réservoir animal autochtone dans ces nouveaux pays touchés par la variole du singe.

## Historique

Le virus de la variole du singe a été découvert en

1958 dans un laboratoire de Copenhague chez des macaques (*Macaca fascicularis*) qui avaient été importés de Singapour. Il y eut deux foyers à quatre mois d'intervalle. Les reins de ces singes servaient à la préparation de cultures cellulaires pour la production de vaccins contre la poliomyélite. C'est pourquoi ce nouveau virus fut dénommé «Monkeypox virus» pour «virus de la variole du singe» (ou MPXV). D'autres laboratoires ont connu ce même problème aux États-Unis, aux Pays-Bas et en France. Il s'agissait toujours de singes captifs provenant de diverses régions tropicales (Inde, Malaisie, Philippines et Sierra Leone). Ces cas rapportés chez des singes n'ont jamais donné lieu à une contamination humaine.

## VIRUS DE LA VARIOLE DU SINGE

Il s'agit d'un Orthopoxvirus, gros virus à ADN de la famille des Poxviridae. Il faut souligner la forte résistance dans le milieu extérieur de ce virus en particulier à la fin de la maladie dans les croûtes cutanées. Le terme de Monkeypox pourrait changer, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui ne souhaite plus attribuer un nom discriminatoire ou stigmatisant aux virus émergents pouvant évoquer une région géographique ou un animal. D'ailleurs on peut noter une certaine confusion lorsque l'on parle de «chickenpox» qui est en fait la varicelle, de «smallpox» pour la variole ou de «cowpox» pour le virus de la vaccine.

Deux souches virales sont connues pour le MPXV : un clade présent en Afrique centrale (souche Congo), le plus virulent, pouvant provoquer une mortalité de 10,6 %, et un clade d'Afrique occidentale moins pathogène avec un taux de mortalité estimé à 3,6 %. Une analyse métagénomique réalisée au Portugal sur des prélèvements réalisés dans plusieurs pays confirme que le virus appartient au clade de l'Afrique

occidentale et qu'il semble reconnaître une origine unique qui serait une souche exportée du Nigéria en 2018 et 2019.

## VARIOLE DU SINGE CHEZ L'HOMME

C'est en 1970 que le premier cas humain de variole simienne a été décrit chez un enfant âgé de 9 mois en République démocratique du Congo (RDC). Au cours des années suivant sa première identification en Afrique, la variole du singe, qui n'était plus masquée par la variole (ou la vaccination), a été régulièrement observée en Afrique centrale et occidentale. Elle est devenue l'infection à orthopoxvirus la plus répandue chez l'homme. L'âge médian des malades africains est passé de 4 ans dans les années 1970 à 21 ans depuis 2010 du fait du déclin de l'immunité collective à la suite de l'arrêt de la vaccination contre la variole qui permettait d'offrir une protection croisée estimée à 85 %. Lors de l'épidémie de variole du singe en Afrique de l'Ouest qui a débuté en septembre 2017 au Nigéria, quatre personnes voyageant du Nigéria vers le Royaume-Uni, Israël et Singapour sont devenues les premiers cas humains exportés d'Afrique. Il y eut aussi une transmission

nosocomiale connexe au Royaume-Uni chez un aide-soignant.

## Rat de Gambie (*Cricetomys gambianus*)

La possibilité d'une transmission zoonotique du MPXV a été démontrée de façon spectaculaire en 2003, lors de l'importation de cricétomes des savanes (*Cricetomys gambianus*) communément appelés rats de Gambie dans les États du Midwest américain. Ces rats africains d'origine sauvage apparemment sains étaient vendus comme nouveaux animaux de compagnie (NAC). Importés du Ghana, ces rats de Gambie ont pu contaminer dans l'animalerie des chiens de prairie (*Cynomys ludovicianus*), autres rongeurs NAC autochtones de la famille des Sciuridae et qui furent les vecteurs secondaires d'une contamination humaine avec 71 cas dont plusieurs enfants. Ce fut la seule importante épidémie de variole simienne observée dans un pays non africain d'origine zoonotique. Rappelons qu'en Europe, nous avons connu, en 2009, une autre épidémie due à un orthopoxvirus moins pathogène (le cowpox) avec des rats importés de Hongrie en tant que NAC. Entre le 7 mai 2022 et le 6 juillet 2022, le nombre

de cas humains n'a cessé pas d'augmenter puisque l'on recense 7146 cas dans 53 pays qui étaient indemnes. En France, 577 cas ont été rapportés, dont une femme et un enfant.

## ASPECTS CLINIQUES

La variole simienne est différente de la variole humaine dans son tableau clinique du fait d'une adénopathie (absente dans la variole) avec une éruption cutanée (papules se transformant en vésicules puis en pustules évoluant vers une cicatrisation avec la formation de croûtes) sur le visage, les mains et différentes parties du corps. Les cicatrices cutanées pouvant être observées sont moins graves que dans la variole humaine. La variole simienne ressemble aussi beaucoup à la varicelle, plus contagieuse et due à un herpesvirus. La maladie est généralement bénigne et il n'y a pas eu de mortalité en dehors d'un cas au Nigéria.

## TRANSMISSIONS

Les voies d'exposition potentielles comprennent l'interaction avec des animaux sauvages et la proximité d'individus malades, ainsi que le contact avec

l'environnement contaminé.

## Transmission zoonotique

Dès 1970, la variole du singe a été considérée comme une maladie virale émergente tout d'abord en RDC, où les infections primaires humaines résultent d'un contact avec un animal sylvestre infecté, bien que l'espèce hôte réservoir soit actuellement inconnue. Il peut s'agir d'un contact avec un animal sauvage devenu familier (rats de Gambie) ou chassé pour être consommé (viande de brousse). Le seul MPXV isolé d'un mammifère sauvage a été obtenu à partir d'un écureuil à cordes moribond (*Funisciurus anerythrus*) collecté lors d'une enquête sur une épidémie en RDC. Les animaux les plus fréquemment suspects sont le rat de Gambie (*Cricetomys gambianus*), le singe à queue rousse (*Cercopithecus ascanius*) et les écureuils africains, en particulier le genre *Funisciurus* et l'écureuil soleil à pattes rouges (*Heliosciurus rufobrachium*).

La découverte soudaine de cette maladie hors de l'Afrique, chez plus de 7000 personnes depuis le 7 mai 2022, sous une forme très particulière, dans 53 pays qui semblaient indemnes, avec un mode de transmission particulier, doit nous amener à une certaine prudence sur l'interprétation de cette émergence.

## Transmission interhumaine

La transmission interhumaine peut être directe, en particulier par le contact cutané (peau à peau), les fluides corporels et les voies respiratoires (gouttelettes). En raison de la grande résistance du virus, tout matériel (vaisselle...) ou linge ayant été en contact avec les croûtes d'un malade est contaminant.

## Transmission des cas hors Afrique

Pour les cas inhabituels observés actuellement hors Afrique, les rencontres sexuelles ont joué clairement un rôle dans la transmission. La maladie a surtout été observée chez des homosexuels masculins qui avaient participé à des réunions de leur communauté (fête en Belgique, sauna en Espagne, voyages...).

## MOYENS DE LUTTE

Il est évident que dans les cas de cette poxvirose, il importe d'éviter tout contact avec la personne atteinte ainsi que tout ce qu'elle a pu toucher et con-

taminer. Par comparaison avec la variole humaine, les mesures d'éradication ne pourront pas être aussi efficaces avec la variole simienne du fait d'un réservoir viral dans plusieurs populations d'animaux sauvages en Afrique.

## CONCLUSION

En conclusion, le virus de la variole du singe est un agent pathogène réémergent qui ne semble plus se limiter aux régions endémiques africaines et qui présente le risque mondial d'occuper la niche écologique laissée vacante par la variole.

La découverte soudaine de cette maladie hors de l'Afrique, chez plus de 7000 personnes depuis le 7 mai 2022, sous une forme très particulière, dans 53 pays qui semblaient indemnes, avec un mode de transmission particulier, doit nous amener à une certaine prudence sur l'interprétation de cette émergence.

Cette maladie s'est-elle propagée pendant un certain temps sans être détectée du fait de son évolution bénigne ? En date du 25 juin 2022, l'OMS n'envisage pas de déclarer la variole du singe une urgence sanitaire mondiale. Mais plus ce virus se propagera longtemps et loin, plus il risque d'être endémique dans de nouvelles régions. Le problème sera de savoir si le MPXV s'établira plus dans un réservoir animal que dans la population humaine s'il continue à se propager. L'important est de savoir diagnostiquer la variole du singe, d'avertir le public sur le risque de contagiosité de ce virus très résistant dans le milieu extérieur, de la possibilité de zoonose, de surveiller les cas contacts et de prévenir les contaminations des animaux sensibles (NAC exotiques). On peut espérer que la mise en place de ces mesures de biosécurité associées ou non à une vaccination limitera toute progression du MPXV en dehors de l'Afrique.

# Variole du singe : pourquoi faut-il désormais appeler la maladie « mpox » ?

Depuis fin novembre 2022, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de nommer cette maladie « mpox » et non plus « variole du singe ». Il y a là une volonté d'éviter les stigmatisations.

Il s'agit depuis mercredi d'une « urgence de santé publique de portée internationale » (USPPI). Face à la flambée de cas de variole du singe (ou mpox) en Afrique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté ce jeudi que d'autres cas importés de mpox du sous-type clade 1b, étaient susceptibles d'être détectés prochainement en Europe après le signalement en Suède d'un premier cas. Plus communément nommée variole du singe, il faut pourtant appeler le virus « mpox ». Pour comprendre pourquoi la maladie s'est longuement appelée « variole du singe », il faut revenir en 1958. C'est à cette époque qu'elle est découverte sur des singes en captivité à Copenhague (Danemark). Ceux-ci avaient développé des symptômes similaires à ceux de la variole humaine (smallpox en anglais). Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la maladie a été nommée variole du singe quelques années après, en 1970, lors de son identification pour la première fois chez l'Homme. Pourtant, le virus tire en réalité son origine des rongeurs : le singe n'en est, comme l'Homme, qu'une victime.

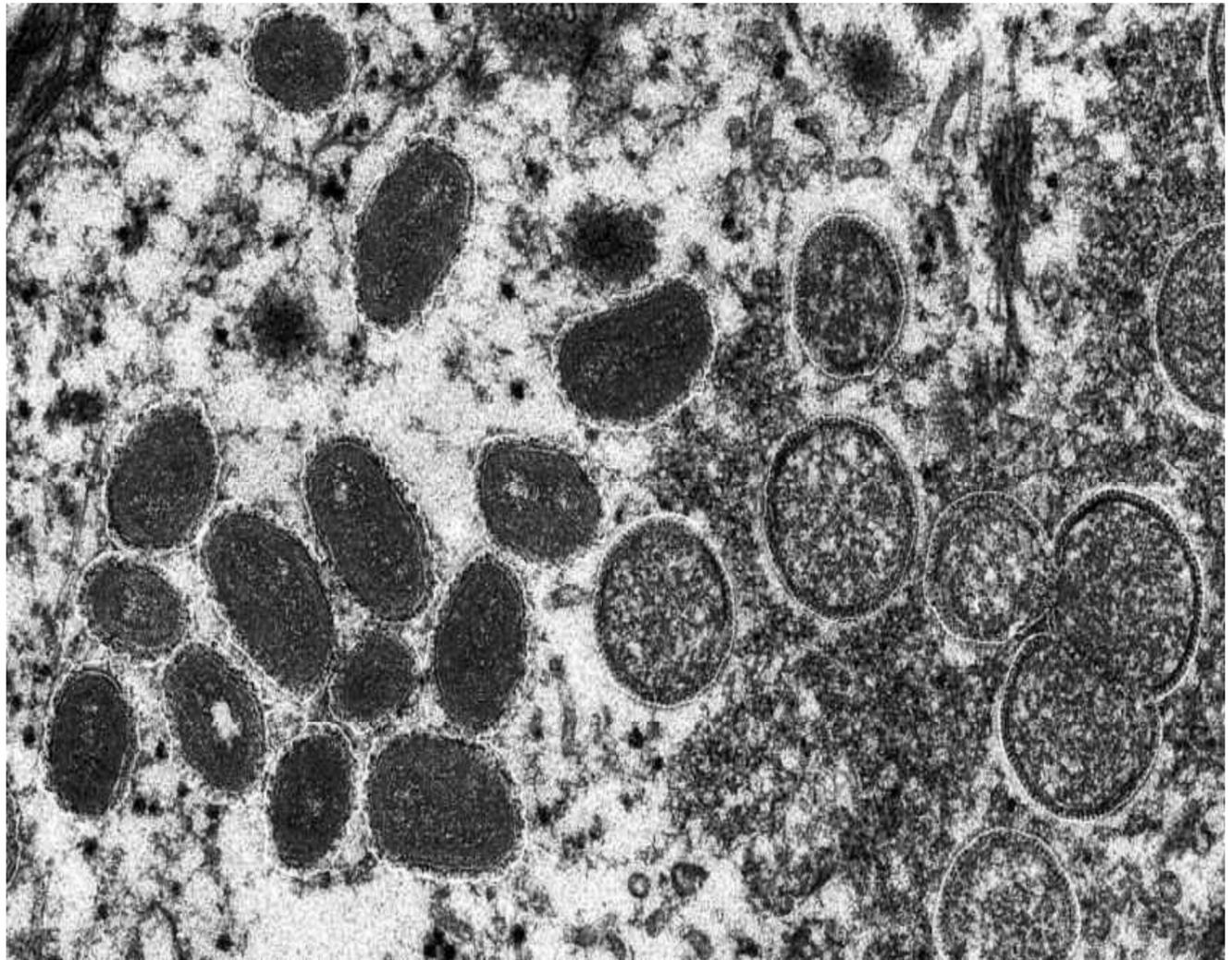
## Une terminologie « stigmatisante »

Tout change en 2022 lorsque l'épidémie de variole du singe - avec un autre variant moins dangereux - flambe dans le monde. D'après l'OMS, « des propos racistes et stigmatisants ont été observés en ligne, dans d'autres contextes et dans certaines communautés » lors de cette flambée épidémique.

La ville de New York avait ainsi demandé dès juillet 2022 de renommer la variole du singe, car elle trouvait le nom stigmatisant. « Le fait de continuer à utiliser le terme de variole du singe pour décrire l'épidémie actuelle peut raviver ces sentiments traumatisants de racisme et de stigmatisation », avait alors notamment écrit Ashwin Vasan, commissaire à la Santé de la ville de New York dans un courrier adressé au directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus. Certains spécialistes étaient également montés au créneau pour les mêmes raisons.

## Variole du singe : pourquoi il faut changer le nom de cette maladie

Ces propos stigmatisants ont été « signalés à l'OMS ». Celle-ci a alors décidé de mener « des consultations pour recueillir les points de vue d'un certain nombre d'experts, ainsi que des pays et du grand public, qui ont été invités à soumettre des suggestions de nouveaux noms ». Les représentants « des autorités gouvernementales de 45 pays différents



», ont également été consultés.

C'est à ce moment-là que le nom de « mpox », abréviation du nom anglais de la maladie monkeypox, a été choisi. Ce terme « peut être utilisé dans d'autres langues (que l'anglais) », avait détaillé l'OMS fin novembre 2022 au moment d'acter le changement de nom. « L'OMS adoptera le terme mpox dans ses communications et encourage les autres à suivre ces recommandations, afin de minimiser tout impact négatif permanent du nom actuel et de l'adoption du nouveau nom », avait ajouté l'organisation. Les deux noms avaient été conservés comme synonyme pendant un an, ce qui n'est désormais plus le cas.

## Mpox : éruption cutanée, fièvre... quels sont les symptômes de la nouvelle souche ?

L'inquiétude monte en Europe. Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré ce mercredi une « urgence de santé publique de portée internationale » (USPPI) - le plus haut niveau d'alerte - sur la variole du singe ou mpox, celle-ci a alerté jeudi sur un risque d'importation de davantage de cas sur le Vieux Continent. La Suède a en effet fait état d'un premier cas du nouveau variant (clade 1b), considéré comme plus contagieux et dangereux, hors d'Afrique.

Le clade 1b a été identifié fin 2023 en République démocratique du Congo, où le mpox a fait au moins 548 morts depuis le début de l'année. Comme le rapporte le ministère de la Santé, celui-ci se transmet par un « contact physique rapproché, notamment lors d'un rapport sexuel, par

le contact de la peau ou des muqueuses avec les boutons ou les croûtes », lors de partage d'objets de toilettes ou de linge ou « lors d'un long face-à-face par les gouttelettes ».

« Les rapports sexuels, avec ou sans pénétration, réunissent les conditions pour une potentielle contamination (...) Plus généralement, quiconque a un contact physique étroit avec une personne infectée risque de contracter la maladie », décrit le ministère de la Santé.

## Des éruptions cutanées sur tout le corps

Un autre variant (clade 2) s'était déjà propagé à une centaine de pays en 2022, touchant particulièrement des hommes homosexuels et bisexuels. À ce moment-là, les symptômes observés étaient surtout des éruptions cutanées et des lésions localisées, notamment sur le visage, la bouche ou les parties génitales.

Cette fois, ces éruptions et lésions peuvent apparaître sur tout le corps. « C'était déjà le cas avec le clade I d'origine, connu depuis plusieurs décennies en Afrique de l'Est. Les enfants contaminés avaient des boutons sur différentes parties du corps », rappelle Karine Lacombe, cheffe de service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP). « On a aussi vu ce type de formes disséminées en France, avec le clade II, mais chez des personnes qui avaient une immunité très diminuée », ajoute-t-elle. « L'éruption cutanée évolue et passe par différentes étapes avant de former finalement une croûte qui tombe ensuite », détaille également le gouvernement bri-

tannique.

L'apparition de ces symptômes peut s'accompagner de fièvre, de « ganglions volumineux », de « maux de tête », de « douleurs musculaires et une forte fatigue », selon le ministère français de la Santé. « La personne est contagieuse à partir de l'apparition des premiers symptômes », détaille-t-il également. La période d'incubation dure, elle, « de 5 à 21 jours ». Le mpox « guérit le plus souvent spontanément, au bout de deux à trois semaines », selon le ministère de la Santé.

## Faut-il s'inquiéter du nouveau variant qui fait des ravages en Afrique ?

Dans certains cas, le mpox peut « se compliquer de surinfection des lésions cutanées ou d'atteintes respiratoires, digestives, ophtalmologiques ou neurologiques ». « Elle peut aussi provoquer de vives douleurs, en cas de lésions ano-rectales », ajoutent les autorités françaises. Les personnes les plus à risque sont les femmes enceintes, les jeunes enfants et les immunodéprimés.

Alors que le précédent variant touchait surtout des hommes homosexuels et bisexuels, ce clade 1b a provoqué la mort de nombreux enfants, selon professeur Dimie Ogoina interrogé par l'AFP. « Nous observons également une tendance à la transmission hétérosexuelle du mpox », a-t-il déclaré. Son taux de mortalité est estimé à 3,6 %. En France, aucun cas du nouveau variant n'a pour l'heure été détecté. Mais, « on a alerté toutes nos structures, bien sûr que l'on va trouver un cas importé », anticipe Karine Lacombe.

ORAN

## La réalisation de la station de dessalement d'eau de mer de Cap blanc connaît une cadence accélérée

*Le taux d'avancement des travaux de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer à Cap blanc (ouest de la wilaya d'Oran) a atteint 85%, a-t-on appris, samedi, du wali, Saïd Sayoud.*

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de ce projet en cours de concrétisation dans la commune d'Aïn El-Kerma, le même responsable a souligné que les travaux s'effectuent à une cadence accélérée et que la réalisation des gros œuvres a atteint 85% pour être achevée en juillet prochain suivant le programme et les engagements de l'entreprise de réalisation. Il a souligné que les travaux d'installation et de montage des équipements avancent à un rythme acceptable devant ainsi permettre la réception du projet dans les délais impartis. Les tests débutent en octobre prochain et la station entrera en exploitation avant



fin décembre prochain, a-t-on fait savoir.

Le wali d'Oran a mis l'accent sur l'importance du projet pour les habitants de plusieurs wilayas de l'ouest du pays, dont Tlemcen, Aïn-Témouchent,

Sidi Bel-Abbès, Mascara et d'autres, qui bénéficieront des quotas actuellement destinés à approvisionner la wilaya d'Oran en eau potable dont 120.000 mètres cubes de la station de dessalement d'eau de mer d'Aïn-

Témouchent qui seront réorientés vers les wilayas d'Aïn-Témouchent et de Sidi Bel-Abbès et une partie des eaux de la station d'El-Macta qui seront réorientés vers la wilaya de Mascara ce quota qui bénéficiera à cette wilaya devra atteindre 120.000 m<sup>3</sup>, actuellement à 150.000 m<sup>3</sup>/jour.

Le projet de la station de dessalement d'eau de mer de Cap blanc est d'une capacité de 300.000 m<sup>3</sup>/jour avec un réseau de distribution de 48 kilomètres de canalisations et deux réservoirs le premier de 50.000 m<sup>3</sup> situé à Ain Tassa (commune d'Aïn El Kerma) et le second de 30.000 m<sup>3</sup> à Bousfer (daïra d'Aïn Turck) outre deux réservoirs pour réduire la tension.

La réalisation de cette importante infrastructure est confiée aux filiales du groupe Sonatrach représentées par la compagnie algérienne d'énergie (AEC), l'entreprise nationale de génie civil et bâtiment GCB et l'entreprise publique des grands travaux pétroliers GTP outre le groupe Cosider.

MÉDÉA

## Livraison du centre anti-cancer d'Ouzera, fin 2024

Le Centre anti-cancer d'Ouzera (Médéa) sera livré à la fin de l'année en cours, a annoncé, samedi, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, précisant que cette infrastructure sanitaire spécialisée aura une vocation régionale. «La prise en charge de cancéreux issus de la wilaya de Médéa et d'autres wilayas du pays est appelée à être améliorée encore davantage à la faveur de la réception, fin décembre 2024, du centre anti-cancer (CAC) d'Ouzera qui enregistre un taux d'avancement des travaux estimé à plus de 80%», a indiqué le ministre en marge d'une visite d'inspection du projet en question.

M. Saïhi a affirmé que le CAC d'Ouzera aura une vocation régionale et contribuera à désengorger les struc-

tures spécialisées de prise en charge des malades atteints de cancer situées au centre du pays (Alger et Blida) et accueillera, une fois en exploitation, des patients issus de différentes régions du pays.

Outre le traitement des cancéreux adultes, le futur CAC d'Ouzera se spécialisera également dans le traitement de certains types de tumeurs cancéreuses qui atteignent des enfants, comme c'est le cas actuellement pour le centre anti-cancer de Bab-El-Oued (Alger), a fait savoir le ministre de la Santé.

Relevant l'amélioration de la couverture sanitaire, il a ajouté que «le programme de promotion de la santé publique initié depuis quelques années a permis la création de nombreux

pôles médicaux, tels que ceux d'Adrar, Tindouf, Tamenrasset, Béjaïa et Tlemcen, devant être renforcés, prochainement, par le pôle médical de Médéa qui a bénéficié d'un ensemble d'établissements sanitaires à même de contribuer à assurer une meilleure prise en charge des patients», a-t-il dit. D'une capacité de 120 lits, le CAC d'Ouzera abritera, aussi, des services de chirurgie, cardiologie et un autre pour les urgences médicales dans l'optique d'en faire un pôle médical en mesure d'assurer une multitude de soins et de traitements médicaux pour les habitants de la wilaya et des autres régions du pays.

M. Saïhi a procédé, lors de son déplacement à Médéa, à la pose de la première pierre du projet de construction

d'un complexe «mère et enfant» au chef-lieu de la wilaya sur une superficie de quatre hectares. Le futur établissement aura une capacité d'accueil de 120 lits, selon les explications fournies par le bureau d'étude en charge de ce projet.

Cette infrastructure sanitaire est composée de blocs opératoires, de réanimation, de salles d'accouchement, d'une nurserie, de laboratoires d'analyses médicales, d'une pharmacie et de salles d'imagerie médicale.

D'autres blocs, réservés aux soins gynécologiques, obstétriques, à la néonatalogie, la chirurgie pédiatrique et aux urgences médicales, sont aussi prévus au sein de ce complexe dont les délais de réalisation sont fixés à 26 mois.

TIZI-OUZOU

## Le CRA lance une campagne de sensibilisation contre les feux de forêt

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé, samedi, à Tizirt (nord de Tizi-Ouzou), une campagne de sensibilisation pour lutter contre les feux de forêt. Le coup d'envoi de cette campagne lancée au niveau de la ville côtière de Tizirt, sous le slogan : «Ma forêt, mon poumon, non à l'extinction de la nature, chaque seconde compte, agissons vite», a été donné par la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui, en compagnie des autorités locales.

Dans une déclaration à la presse, Mme Hamlaoui a souligné que cette campagne s'inscrit dans le cadre du programme de son organisation humani-

taire pour la saison estivale 2024 qui touche toute la wilaya de Tizi-Ouzou. La responsable du CRA qui a procédé aussi à l'installation d'un centre de secours au niveau de la grande plage a fait savoir, à ce propos, que des équipes de secouristes bénévoles, affiliées aux comités locaux de la wilaya (27 dont 3 en instance d'installation) vont faire un roulement au niveau de cette plage pour assurer une couverture sanitaire, en accompagnement, entre autres corps constitués, de la Protection civile et ce, durant toute la saison estivale.

Elle a annoncé, également à l'occasion, la création d'un centre d'héber-

gement au profit des accompagnateurs de malades atteints de cancer, notamment ceux pris en charge au niveau du Centre de lutte contre le cancer de Draâ Ben Khedda. Pour la prochaine rentrée scolaire, Mme Hamlaoui, a révélé un plan spécial qui profitera aux enfants scolarisés de toute la wilaya des deux cycles primaire et moyen. La nouveauté, cette année, est l'ajout de tenues vestimentaires aux kits scolaires qui seront distribués aux enfants nécessiteux, et qui comprennent d'habitude des fournitures scolaires et des tabliers, conformément aux programmes du ministère de l'Education nationale. Outre l'accom-

pagnement des personnes aux besoins spécifiques et des orphelins, qui bénéficient d'aides de façon périodique, la présidente a indiqué que le CRA a initié un atelier de couture au profit des femmes veuves, qui est en cours de réalisation au niveau de la wilaya.

Avant de conclure sa visite, Mme Hamlaoui a tenu une rencontre avec les bénévoles de son instance avec lesquels elle a abordé les réalisations du CRA. Elle a salué, enfin, l'engagement du comité de wilaya de Tizi-Ouzou, qui compte un millier de bénévoles, entre adhérents et volontaires réguliers qui interviennent à l'échelle nationale et internationale.

POUR SOUTIEN MANIFESTE AU TERRORISME

# Le Mali rompt ses relations avec l'Ukraine

*Suite à l'implication reconnue et assumée de l'Ukraine dans l'agression caractérisée du Mali par des groupes armés terroristes (GAT) et leurs sponsors étrangers, le Gouvernement de Transition malienne a rompu avec effet immédiat ses relations diplomatiques avec Kiev.*



Le Gouvernement malien l'a fait savoir dans un communiqué le dimanche 04 août 2024, à travers lequel, il annonce d'autres mesures à la dimension de cette atteinte inacceptable à la souveraineté du Mali. « Le Gouvernement de la Transition a pris connaissance, avec une profonde stupeur, des propositions subversives par lesquels, Andriy Yusov, porte-parole de l'Agence ukrainienne de renseignement militaire, a avoué l'implication de l'Ukraine dans une attaque lâche, traître et barbare de groupes armés terroristes ayant entraîné la mort d'éléments des Forces de défense et de sécurité maliennes à Tinzawatine, ainsi que des dégâts matériels », souligne le document.

Des propositions qui ont été renforcées par l'ambassadeur d'Ukraine au Sénégal, Yuriy Pyvovarov, qui a ouvertement et sans la moindre équivoque, a affiché le soutien de son pays « au terrorisme international, particulièrement au Mali », explique la missive. Pire, dans leurs commentaires, ces officiels ukrainiens ont annoncé d'autres « résultats » à venir, ajoute le communiqué. Ainsi, ces affirmations d'une extrême gravité, n'ayant fait l'objet d'aucun démenti ni d'une condamnation de la part des autorités ukrainiennes, montrent un clair soutien officiel de Kiev au terrorisme en Afrique, au Sahel et plus précisément au Mali.

Il s'agit, notamment, de la saisine des autorités judiciaires compétentes, suite aux propositions de Andriy Yusov et Yuriy Pyvovarov qui constituent des « actes de terrorisme et d'apologie du terrorisme » ; de la prise de mesures nécessaires pour prévenir toute déstabilisation du Mali à partir d'Etats africains, « notamment à partir d'ambassades ukrainiennes installées dans la sous-région, avec des terroristes déguisés en diplomates ». S'y ajoute l'alerte formelle aux instances régionales et internationales, ainsi qu'aux Etats qui soutiennent l'Ukraine, en leur indiquant que ce pays a ouvertement et publiquement affiché son appui au terrorisme. Selon Bamako, les actes posés par les autorités ukrainiennes violent la souveraineté du Mali, dépassant le cadre de l'ingérence étrangère, déjà condamnable en soi, et constituant une agression

caractéristique du Mali et « un soutien au terrorisme international, en violation flagrante du droit international, y compris de la Charte des Nations unies ».

En plus de cette rupture diplomatique immédiate entre les deux Etats, Bamako a fermement condamné cette agression ukrainienne et d'énoncé l'hostilité de ses autorités, à l'entopode de la neutralité respectée par notre pays dans le conflit russo-ukrainien, qui a toujours appelé à un règlement pacifique à la crise entre la fédération de Russie et l'Ukraine. Face à l'ampleur de la situation, le Mali interpelle en particulier les Etats et les peuples africains épris de paix à dénoncer ces actions subversives qui menacent la stabilité de notre continent. Par ailleurs, le Gouvernement a saisi l'occasion pour réitérer ses remerciements aux pays amis qui ont manifesté leur solidarité face aux attaques terroristes, perpétrées avec le concours de sponsors étrangers.

Dans la même veine, il note que cette agression entretenue par l'Ukraine s'inscrit dans le schéma plus large de certains acteurs qui soutiennent activement et instrumentalisent les GAT coalisés à des groupes rebelles, à des fins hégémoniques et néocoloniales et pour briser la dynamique. d'émancipation, de reconquête de la souveraineté et de développement socio-économique enclenchée par la Confédération des Etats du Sahel (AES). Ces actes d'agression, loin d'atteindre leur objectif, renforcent au contraire l'engagement et la détermination du Burkina Faso, du Mali et du Niger, dans le cadre de la Confédération des Etats du Sahel (AES), à perdurer avec plus de vigueur leur marche résolue vers le raffermissement de leur souveraineté et la prise en main de leur destin, pour le bonheur des populations de l'Alliance. Enfin le Mali s'incline devant la mémoire de toutes les victimes de l'insécurité au Sahel et réaf-

firme que les crimes perpétrés ne resteront pas impunis.

Le régime de Kiev, dont la connotation néonazie relève du secret de Polichinelle, applique une politique paternaliste et néocoloniale en Afrique.

Dans sa guerre contre la Russie, soutenu en cela par l'Otan, il a franchi le Rubicon en annonçant officiellement son soutien actif à des groupes terroristes activant au Sahel, seulement parce que ces derniers sont en confrontation directe avec les troupes russes de Wagner. Mais, après Dakar, c'est au tour de Bamako de répliquer avec fermeté à ces impardonnables dérives.

## L'Algérie interviendra-t-elle militairement au Mali ?

### La réponse d'Ahmed Attaf

Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a exprimé, le mercredi 31 juillet, la première réaction officielle de l'Algérie à la nouvelle dégradation de la situation dans le Nord-Mali.

Des comptes-rendus de la presse internationale font état de lourdes pertes infligées cette semaine par la rébellion touareg aux forces de l'armée malienne et ses alliés du groupe russe Africa Corps, ex-Wagner, dans une région située près de la frontière algérienne.

Ahmed Attaf a aussi été interrogé sur la possibilité d'une intervention militaire algérienne maintenant que les combats se déroulent à ses frontières.

## Le Mali replonge dans la guerre civile

Le chef de la diplomatie algérienne n'a pas cité directement les derniers combats. Il a évoqué d'une manière globale le « retour de la guerre civile » au Mali.

Attaf a rappelé les mises en garde de l'Algérie lorsque les autorités maliennes se sont retirées de l'accord de paix d'Alger, en janvier dernier.

Dans sa réaction à la décision des autorités maliennes, l'Algérie, rappelle son chef de la diplomatie, avait insisté sur le fait qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit au Mali et que « la solution ne peut être que politique ». Elle avait aussi souligné que parmi les avantages de l'accord d'Alger, c'est qu'il a « préservé la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du Mali, et que l'abandon de cet accord va porter préjudice à tous ces acquis ».

L'Algérie avait dit à la même occasion qu'elle « ne peut pas tourner le dos à ce qui se passe dans la région du Sahel, parce que la sécurité et la stabilité de la région, c'est notre sécurité et notre stabilité ».

« Tout ce que nous redoutions est devenu maintenant une caractéristique de la région du Sahel, c'est-à-dire le retour de la guerre civile contre laquelle nous avons mis en garde », a déploré Ahmed Attaf.

Néanmoins, il a assuré que, malgré tout, l'Algérie demeure « concernée, attentive et préoccupée par ce qui se passe au Sahel ».

« Nous avons suffisamment de bonnes intentions, de disposition politique et de volonté politique qui nous rend forts et qui nous incite à toujours contribuer à tout ce qui sert la sécurité, la stabilité et la paix dans la région », a affirmé le ministre algérien. S'agissant de la possibilité de l'intervention militaire de l'Algérie pour effectuer des « frappes préventives », Ahmed Attaf l'a sans surprise catégoriquement écartée.

« Toute notre politique et toute notre diplomatie s'opposent à ces concepts de guerre préventive et de guerre préemptive. Parce que ce sont des concepts coloniaux. Notre pays ne peut pas adopter avec une telle facilité, une telle spontanéité de tels concepts stratégiques auxquels nous nous sommes opposés », a-t-il clairement tranché.

R. I. / Agences

GÉNOCIDE SIONISTE CONTRE L'ENCLAVE PALESTINIENNE

# Antony Blinken en tournée pour un cessez-le-feu à Ghaza

*Antony Blinken est en tournée pour un cessez-le-feu à Ghaza, la guerre de génocide sioniste contre l'enclave palestinienne ayant causé plus de 40.000 martyrs et 93.000 blessés.*

Des milliers de victimes se trouvent toujours sous les décombres, outre une catastrophe humanitaire sans précédent. Le secrétaire d'État américain a été hier en Égypte où il devait rencontrer le président Abdel Fattah al Sissi et le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty. Lors de sa 9<sup>e</sup> tournée dans la région depuis le début de l'agression sioniste contre la bande, Blinken appelle à ne « pas faire dérailler le processus » des pays médiateurs (États-Unis, Qatar et Égypte) pour une trêve.

## Situation humanitaire catastrophique

La situation humanitaire catastrophique à Ghaza se détériore en raison des vagues fréquentes de déplacements, affirme le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha), cité, mardi, par l'agence de presse palestinienne Wafa. Selon les travailleurs humanitaires dans la bande, le récent ordre d'évacuation sioniste de samedi dernier a touché quelque 13.500 personnes déplacées dans 18 endroits. D'après cette source, l'ordre couvre toute la zone du camp de Maghazi et plusieurs autres quartiers de Deir al Balah. Ocha a averti que les hostilités continues, les ordres d'évacuation en plus d'une grave pénurie de produits de première nécessité rendent plus difficile l'accès aux services de base pour les familles déplacées.

## Le bilan de l'agression sioniste s'alourdit à 40.173 martyrs

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 40.173 martyrs et 92.857 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué hier les autorités palestiniennes de la Santé. Selon la même source, l'armée d'occupation sioniste a commis 3 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 34 martyrs et 114 blessés. Les autorités palestiniennes de la santé ont indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchaient les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.



## 86 % de la bande évacuée

Le Bureau de l'ONU indique que depuis octobre dernier, 86 % de la bande a été évacuée. La majeure partie de la population de Ghaza est de plus en plus concentrée dans une zone désignée par les autorités d'occupation à Mowasi, précise Ocha. « La densité de population dans cette zone a augmenté entre 33.000 et 34.000 personnes par kilomètre carré, contre environ 200 personnes avant octobre », ajoute la même source. Sur le plan sanitaire, la situation est des

plus catastrophiques. Le porte-parole des Nations unies, Stéphane Dujarric, a récemment déclaré que « la grave pénurie de carburant oblige les hôpitaux à reporter les opérations chirurgicales nécessaires et menace d'arrêter le travail des ambulances, notamment dans le nord de Ghaza ».

## Discussions pour une pause humanitaire

Le ministère palestinien de la Santé de l'Autorité a annoncé vendredi dernier le

premier cas confirmé de polio dans la bande, qui était exempte de cette maladie depuis vingt-cinq ans selon l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est immédiatement joint à l'appel de l'OMS et de l'Unicef réclamant des « pauses humanitaires de 7 jours » à Ghaza pour vacciner contre la polio plus de 640.000 enfants de moins de 10 ans ces prochaines semaines. Le secrétaire d'État américain a assuré, lundi, œuvrer avec les autorités d'occupation pour organiser une campagne de vaccination des enfants de l'enclave.

## Blinken préconise un cessez-le-feu

Sans donner beaucoup de détails sur cette campagne, il estime que le « moyen le plus rapide et le plus sûr » serait un cessez-le-feu parce qu'il ouvrirait un espace bien plus large à l'augmentation de l'aide humanitaire qui, depuis des mois, n'entre qu'au compte-gouttes dans la bande palestinienne. Les États-Unis ont soumis, vendredi dernier au Qatar, également médiateur pour résoudre ce conflit, une nouvelle proposition de compromis. Cette proposition prévoit, selon des médias, dans une première phase une trêve de six semaines accompagnée d'un retrait sioniste des zones densément peuplées de Gaza et la libération d'un certain nombre d'otages. États-Unis, Égypte et Qatar doivent reprendre dans les prochains jours leurs discussions au Caire.

R. I. / Agences

## POUR EXIGER LA FIN DES EXPORTATIONS DES ARMES VERS L'ENTITÉ SIONISTE Manifestation à Chicago

Des dizaines de militants et de membres d'organisations de défense des droits de l'homme, ont manifesté en marge d'une conférence nationale démocrate, tenue à Chicago, dans l'Illinois, pour exiger la fin des exportations des armes vers l'entité sioniste, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa, hier. Les manifestants ont franchi la barrière de sécurité placée à proximité du United Center, lieu de la conférence à laquelle le président américain Joe Biden et son adjointe, la candidate démocrate à la présidentielle Camilla Harris prendront part, dans le but de faire une forte pression sur l'administration américaine pour cesser de soutenir le génocide commis contre le peuple palestinien à Ghaza, indique la même source. Les forces d'occupation sionistes poursuivent leur agression contre la bande de Ghaza, par voies terrestre, maritime et aérienne, depuis le 7 octobre 2023, faisant 40.173 martyrs, dont une majorité de femmes et d'enfants, et 92.857 blessés, tandis que des milliers de victimes se trouvent toujours sous les décombres, outre une catastrophe humanitaire sans précédent.

R. I. / Agence

## LE BILAN S'ALOURDIT À 170 MARTYRS Un autre journaliste tué par l'occupation à Ghaza

Un autre journaliste palestinien est tombé en martyr dans une attaque sioniste, hier à Ghaza, portant le bilan total des morts au sein de la corporation depuis le 7 octobre dernier à 170, ont rapporté des médias citant des sources. Des sources médicales citées par des médias ont déclaré que Hamza Mourtaja a été tué dans un bombardement qui a visé l'école Mustafa Hafez abritant des centaines de personnes déplacées dans le quartier d'Al-Rimal, à l'ouest de la ville de Ghaza. Au moins 12 personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans l'attaque, selon le dernier bilan de la Défense civile. Le bureau des médias a appelé la communauté internationale et les groupes de défense des droits des journalistes à

poursuivre l'entité sioniste devant les tribunaux internationaux pour ses crimes contre les civils et les journalistes palestiniens. Ce nouveau décès porte à 170 le nombre de journalistes palestiniens tués dans des attaques sionistes à Ghaza depuis le 7 octobre 2023, selon les chiffres palestiniens. Les forces d'occupation sionistes poursuivent leur agression contre la bande de Ghaza, par voies terrestre, maritime et aérienne, depuis le 7 octobre 2023, faisant 40.173 martyrs, dont une majorité de femmes et d'enfants, et 92.857 blessés, tandis que des milliers de victimes se trouvent toujours sous les décombres.

R. I. / Agences

## POUR VIOLATIONS DE SON ESPACE AÉRIEN Le Liban dépose une plainte à l'ONU contre l'entité sioniste

Les autorités libanaises ont déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU contre l'entité sioniste après que ses avions de guerre ont franchi son espace aérien, dont celui de la capitale Beyrouth. Dans un communiqué transmis aux médias lundi soir, le ministère libanais des Affaires étrangères a indiqué que « la plainte porte sur les violations de l'espace aérien libanais par des avions de guerre de (l'entité sioniste), notamment la violation du mur du son au-dessus de Beyrouth ». Le ministère a qualifié les actes de l'entité sioniste de « de violation flagrante de sa souveraineté et de la résolution 1701 du Conseil de sécurité émise en 2006 ». « Ces actions sont contraires au droit international humanitaire, qui interdit les punitions collectives et l'intimidation psychologique, en particulier les pratiques visant à semer la terreur parmi les civils, augmentant ainsi les souffrances des personnes les plus vulnérables, tels que les enfants », a souligné le ministère. Les avions de guerre de l'armée sioniste franchissent presque quotidiennement l'espace aérien de plusieurs zones du Liban, créant un bruit fort semblable à celui des explosions de bombes, provoquant la panique parmi les habitants.

R. I. / Agences

JEUX PARALYMPIQUES-2024

# L'Algérie sera représentée par 26 athlètes à Paris

L'Algérie sera représentée par 26 athlètes aux Jeux Paralympiques, qui auront lieu dans la capitale française Paris (28 août- 8 septembre 2024), a annoncé le chef de la délégation, au cours d'une conférence de presse animée, lundi au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA).

«**L**a participation algérienne sera de 26 athlètes, répartis en trois disciplines, le para-athlétisme (20), le para-powerlifting (3), le para-judo (2) et le paracanoe (1), en plus des différents staffs technique, médical et administratif, pour un total de 73 personnes», a déclaré le chef de délégation et président de la fédération algérienne handisport (FAH), Sid Ahmed Elasri.

Le 1er groupe composé du chef de la délégation et du directeur technique national (DTN) se rendra à Paris le mercredi 21 août, afin de préparer l'arrivée des athlètes algériens au village paralympique, ainsi que leurs différents staffs technique et médical dont le départ est programmé deux jours après, tandis que le staff administratif et de la logistique ralliera Paris le 26 août. «Je serais accompagné du directeur technique national (DTN), Salim Boutebcha. Sur place une réunion de travail est prévue avec le comité d'organisation local (COJPP), avec à l'ordre du jour le réglage des derniers détails avant l'arrivée du reste de la délégation (athlètes et différents staffs)», a indiqué Elasri, informant au passage qu'il y aura deux autres départs, les 23 et 26 août, alors que le retour de toute la délégation algérienne est prévu pour le 10 septembre. M. Elasri a parlé également des différents aspects liés à la participation algérienne: l'hébergement, le programme des entraînements, les dates d'entrée en lice des athlètes algériens et les objectifs assignés.

«Nous avons établi un programme



permettant aux athlètes algériens de s'acclimater avec les lieux d'entraînements avant d'entrer dans le bain de la compétition à partir du 3 août», a-t-il dit. Interrogé sur les objectifs assignés à la participation algérienne aux Jeux paralympiques 2024, le même responsable s'est dit, «optimiste» quant à une participation positive des sportifs algériens, surtout que l'Algérie a souvent remporté des médailles dans les différentes éditions de cette manifestation sportive planétaire, qui interviendra quelques jours après les Jeux olympiques.

«On tentera d'abord de préserver la moisson de Tokyo (4 or, 4 argent et 4 bronze), ensuite on cherchera à l'améliorer. C'est une mission qui reste dans les cordes de nos athlètes, à condition de rester performant le jour J», a expliqué le chef de la délégation. Cet optimisme est motivé aussi par les dernières performances des sportifs lors de la dernière édition de championnat du monde du para-athlétisme tenu, il y a quelques semaines au Japon, et au terme de laquelle l'Algérie avait remporté 13 médailles de différentes couleurs. «Cette performance nous pousse à aborder ces JP-2024 avec une meilleure détermination. Certes, c'est une autre paire de

manches, mais nous restons tout de même optimistes, et nos athlètes, qui ont habitué le peuple algérien à lui offrir des médailles lors de chaque rendez-vous international, ne devraient pas déroger à la règle», a-t-il affirmé.

Le conférencier a assuré que les athlètes ont bénéficié d'une préparation adéquate grâce au soutien indéfectible et à l'accompagnement du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) qui a mis les moyens nécessaires pour leur permettre de se préparer convenablement à ce rendez-vous. «Tous les moyens demandés par les athlètes et leurs staffs ont été mobilisés grâce à la contribution de la tutelle qui a insisté sur le fait de mettre nos athlètes dans de bonnes conditions de préparation. Lors de la période durant laquelle j'avais présidé la fédération (2008-2012), j'aurais aimé bénéficier des mêmes moyens, c'est dire que cette fois-ci, les pouvoirs publics sont derrière nos athlètes et les encouragent à aller de l'avant», a souligné Sid Ahmed Elasri. Pour le directeur technique national (DTN), Salim Boutebcha, la planification de la préparation des athlètes algériens en prévision des qualifications aux JP-2024 a été difficile. «Je

vous assure qu'il n'était pas facile du tout de planifier la préparation de nos athlètes et équipes nationales, car chaque discipline avait un système de qualification compliqué qui nécessitait un suivi minutieux pour ne pas rater un grand prix, une compétition, un tournoi, et respecter les délais d'engagement de nos athlètes au programme de l'IPC, IBSA et l'IWBF», a-t-il fait savoir.

Concernant les athlètes sur lesquels les espoirs de médailles sont fondés, il a cité entre autres: «Les Djelal, Saifi, Boudjadar et Skander-Djamil qui ne sont plus à présenter, mais il y aura d'autres, même parmi les athlètes qui participent pour la première fois à des JP, à l'image de Moussouni, Khelafia, Mehideb», a relevé le chef de mission. D'autre part, les responsables de la fédération algérienne handisport (FAH) ont lancé un appel à la communauté algérienne à Paris, pour venir nombreux encourager les athlètes algériens à l'occasion des JP2024.

«Comme chez les valides, nos athlètes souhaitent un soutien massif de la part de la communauté algérienne à Paris. Nos athlètes ont besoin de l'énergie positive pour se transcender notamment dans les moments difficiles et cruciaux», a souhaité Sid Ahmed Elasri.

## L'Olympique Akbou domicilié au stade de l'Unité maghrébine

L'Olympique Akbou, nouveau promu en Ligue 1 Mobilis de football, sera domicilié au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa.

« Chers supporters, nous avons le plaisir de vous informer que notre équipe disputera ses prochains matchs à domicile au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa. Nous comptons sur votre présence et votre soutien pour encourager nos joueurs dans

cette nouvelle aventure », a annoncé l'Olympique Akbou dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

### Arrivée de plusieurs nouvelles recrues

L'Olympique Akbou, présidé par Karim Takka, a réalisé une accession historique en Ligue 1 professionnelle, en dominant le groupe Centre-Est de

la Ligue 2 amateur de bout en bout, terminant la saison largement en tête avec 70 points, à neuf longueurs sur son dauphin le MSP Batna (61 pts). La direction du club a confié la barre au Tunisien Moez Bouakkaz, qui a succédé au technicien algérien Mourad Karouf, ce dernier est allé rejoindre le RC Kouba (Ligue 2). En matière de recrutement, l'O.Akbou s'est montré très actif sur le marché des transferts,

avec l'arrivée de plusieurs nouvelles recrues dont le défenseur Abdelhak Haskar (ex-Al-Bashaer SC/ Libye) et le gardien de but Benchikh El-Lafgoun Hatem (ex- CA Batna). L'Olympique Akbou entamera le prochain exercice à domicile face au NC Magra, avant de se rendre à Tizi-Ouzou pour défier la JS Kabylie, dans un derby kabyle, à l'occasion de la 2e journée.

## LE GRAND BÉTISIER DE L'ÉTÉ



20h25

TMC

Cette compilation des moments télévisuels les plus drôles, étonnants, incongrus ou étranges de l'année écoulée offre à coup sûr son lot de fous rires. Qu'il s'agisse de fous rires incontrôlables, de problèmes techniques déstabilisants ou encore des lapsus gênants, cette sélection hilarante devrait donner le sourire à toute la famille. La Star Academy, Jean-Luc Reichmann, Nikos Aliagas, Kad Merad ou encore Muriel Robin et Kad Merad mais aussi des coulisses de tournages sont notamment au rendez-vous de ce concentré de bonne humeur.

## LE TOURBILLON DE LA VIE



20h10

CANAL+

À la fin de sa vie, Julia s'interroge sur le rôle que le hasard a joué durant son existence. À plusieurs reprises, il a fait basculer son destin. Elle se demande alors si les autres versions d'elle-même qui n'ont jamais existé seraient fières de ce qu'elle est devenue. De l'émotion, notamment véhiculée par la prestation de Lou de Laâge, pour ce film au scénario à la construction audacieuse.

## CANDICE RENOIR

UN SEUL ÊTRE VOUS MANQUE ET TOUT EST DÉPEUPLÉ



20h10

2

Candice Renoir a été touchée par une balle lors d'une intervention. Blessée dans la région du cœur, elle est mise en coma artificiel. En blouse médicale rose, Candice s'observe avec perplexité tel un fantôme. Elle parle aux infirmières mais elles ne l'entendent pas. Dans cet espace entre-deux, elle rencontre Théo, un jeune homme plongé aussi dans le coma à la suite d'un accident de scooter. Ce dernier lui confie avoir filmé un corps momifié dans une maison abandonnée. A sa sortie du coma, Candice révèle ce fait à Antoine qui décide de mener une enquête.

## LA CARTE AUX TRÉSORS ARGELÈS ET LA CÔTE VERMEILLE



20h10

3

Cette fois-ci, la zone de jeu s'étire entre mer et montagne, depuis Elné au nord, jusqu'à la frontière espagnole au Sud. En passant par Argelès, Port-Vendres et Cerbère, Apolline et Damien explorent les massifs, et découvrent notamment un système de défense médiéval. Ils suivent les traces d'une femme remarquable et participent à une Rose des Vents en mer. L'aventure les conduit également sur les traces d'une femme d'exception et se termine par une épreuve maritime appelée Rose des Vents. Ce jeu mêle ainsi découverte du patrimoine local, histoire et défis variés.



# LA SELECTION DE MIDI LIBRE

## LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR



19h55

arte

A 19 ans, le jeune Tony Manero est le roi du weekend, la star des dance-floors de son quartier de Brooklyn. Mais la semaine, le retour à la vraie vie est difficile. Jusqu'au jour où Tony rencontre la belle Stephanie qui lui fait prendre conscience qu'il existe peut-être un autre monde à découvrir au delà des murs de brique des bas-quartiers de New York. Culte pour sa musique et ses séquences dansées, le film vaut aussi pour son regard pertinent sur une jeunesse désœuvrée.

## LES ROUTES DE L'IMPOSSIBLE



19h59

5

En Alaska, le froid transforme l'eau en un autoroute de glace, une voie vitale pour les habitants mais très dangereuse pour qui s'aventure là où la glace n'est pas assez épaisse. Les routiers transporteurs de pétrole rencontrent un autre danger, les avalanches. Les routes étant parfois impraticables, les pilotes gagnent leurs vies avec des vols courts, mais le froid peut facilement endommager leurs engins. Les chercheurs d'or sont prêts à braver l'eau froide et le blizzard pour tenter leur chance dans ce business lucratif. Alors que le réchauffement climatique touche très fortement la région...

## ON N'EST PAS D'ACCORD !



20h10

6

Des personnes en conflit font appel à Julien Courbet pour jouer le médiateur dans le différend qui les oppose. Celui-ci va réunir sur le plateau de l'émission les deux parties afin de trouver une solution. Il va d'abord écouter l'énoncé des faits par les deux parties, les confronter, faire appel à des experts si nécessaires pour filmer la situation. Il va enfin solliciter leur avis pour proposer un arrangement. Dans le cas où cet arrangement ne convient pas aux parties présentes, l'animateur sera en charge de trancher et de prendre une décision.

## CASTLE TUEUR INTERGALACTIQUE



20h05

Chérie 25

Durant une convention pour amateurs de science-fiction, une jeune femme, fan de la série "Nebula 9" est retrouvée morte dans un sarcophage alors qu'elle participait à une reconstitution consacrée à sa série préférée. Elle semble avoir été assassinée par une arme laser tout droit sortie d'un univers de science-fiction. Ses amis indiquent à Beckett que la victime avait reçu des lettres de menace de mort de la part de fans mécontents. Castle et Beckett plongent alors dans un univers où la réalité rattrape souvent la fiction.

Web : www.lemidi-dz.com

# MIDI

Quotidien national d'information Libre

Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : publicite@lemidi-dz.com

Rédactrice en chef:  
Kahina Hammoudi  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65  
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65  
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, Avenue Pasteur, Alger  
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
Email : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : Maison de la presse 1<sup>er</sup> - Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:30
Dohr	12:51
Asr	16:33
Maghreb	19:30
Icha	20:59

## TRANSFERTS ILLÉGAUX D'ARMES

# AMNESTY INTERNATIONALE DÉNONCE

Amnesty Internationale dénonce les transferts illégaux d'armes qui se poursuivent. Ils contribuent à de graves atteintes aux droits humains. L'ONG souligne que le mépris des règles se traduit par un bilan humain «extrêmement lourd» dans les zones de conflit, notamment à Ghaza, au Soudan, ou encore au Myanmar. « Il y a certes eu des progrès, mais de nombreux États continuent de bafouer les règles de manière éhontée, entraînant d'énormes pertes en vies humaines dans les zones de conflit. »

### Les États parties doivent respecter obligations juridiques

Il est temps que les États parties respectent les obligations juridiques qui sont les leurs et appliquent vraiment le Traité sur le commerce des armes, afin d'interdire la circulation d'armes à destination de pays où l'on sait qu'elles serviraient ou pourraient servir à commettre ou à faciliter un génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou d'autres atteintes graves au droit international relatif aux droits humains ou au droit international humanitaire», écrit l'ONG dans un communiqué publié à l'occasion de la 10<sup>e</sup> Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes qui se tient du 19 au 23 août à Genève. Amnesty Internationale affirme, à ce titre, que la poursuite des transferts d'armes à destination de l'entité sioniste est «un exemple frappant de l'incapacité des États parties à se conformer pleinement au Traité sur le commerce des armes ou, en ce qui concerne les signataires, à



ne pas porter atteinte à son objet et à son but».

### Les États-Unis, plus grand fournisseur d'armes à l'entité sioniste

L'ONG regrette, à ce propos, que « les États parties et signataires, et notamment les États-Unis – plus grand fournisseur d'armes à l'entité sioniste – continuent d'autoriser les transferts d'armes vers l'entité sioniste en dépit des preuves accablantes de crimes de guerre commis par

les forces» d'occupation sionistes ». Amnesty International réitère, à l'occasion, son appel à «un embargo total sur les armes» à destination de l'entité sioniste.

### Les armes continuent d'affluer et d'alimenter le conflit au Darfour

Au Darfour, malgré l'embargo imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU sur les armes dans la région, Amnesty International constate que les armes con-

tinuent d'affluer et d'alimenter le conflit. Citant l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'ONG précise que les États-Unis, pays signataire du Traité « sont responsables de 42 % du commerce mondial des armes ». « Certains transferts effectués par des États parties et signataires constituent une violation flagrante des obligations et des principes fondamentaux en matière de droits humains figurant dans le Traité sur le commerce des armes », déplore l'organisation.

## LUTTE CONTRE LE MPOX

# UN APPEL URGENT DE L'OMS

L'Europe doit impérativement faire preuve de solidarité envers l'Afrique pour lutter contre la recrudescence du Mpox, a déclaré le Dr Hans Kluge, directeur régional de l'OMS pour l'Europe. Selon lui, la nécessité d'une réponse coordonnée est particulièrement pressante sur le continent africain. Le Dr Kluge a souligné que « l'Europe doit choisir d'agir avec solidarité » envers la région africaine de l'OMS et ses États membres, tant dans cette période critique que sur le long terme. En 2022, la variole a démontré sa capacité à se propager rapidement à

l'échelle mondiale. L'OMS insiste sur le fait que le monde peut et doit « lutter ensemble contre le Mpox dans toutes les régions et sur tous les continents ». Le Dr Kluge a posé une question cruciale : « Allons-nous mettre en place les systèmes nécessaires pour contrôler et éliminer la variole à l'échelle mondiale, ou allons-nous entrer dans un nouveau cycle de panique et de négligence ? » Il a ajouté que « notre réaction aujourd'hui et dans les années à venir sera un test critique pour l'Europe et le monde ». Cette déclaration de l'OMS intervient alors que la

région européenne signale chaque mois une centaine de nouveaux cas de clade II du Mpox. La semaine dernière, un cas de cette variante a été confirmé en Suède, lié à une épidémie croissante en Afrique. La situation en République démocratique du Congo (RDC), où le clade 1b est en forte recrudescence, a conduit l'OMS à déclarer le 14 août une urgence de santé publique de portée internationale, le niveau d'alerte le plus élevé. Lundi, l'OMS a publié de nouvelles recommandations pour les pays touchés par l'épidémie de Mpox, appelant à renforcer la coordination entre les nations. L'agence sanitaire mondiale de l'ONU a recommandé aux pays concernés de lancer des campagnes de vaccination dans les zones où des cas ont été signalés, en ciblant « les personnes à risque élevé d'infection », notamment les contacts des cas, les enfants, et le personnel de santé. Concernant le transport international, l'OMS préconise d'« établir ou renforcer les accords de collaboration transfrontalière pour la surveillance et la gestion des cas suspects de Mpox, ainsi que pour la communication d'informations aux voyageurs et aux entreprises de transport ». Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre « sans recourir à des restrictions générales sur les voyages et le commerce, afin d'éviter un impact inutile sur les économies locales, régionales ou nationales », a conclu l'OMS.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 46 morts et 2048 blessés en une semaine

Quarante-six personnes sont décédées et 2048 autres ont été blessées dans 1622 accidents de la circulation survenus durant la période du 11 au 17 août à travers plusieurs wilayas, a indiqué hier mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem où 5 personnes sont mortes et 68 autres ont été blessées, suite à 61 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 1579 incendies urbains, industriels et divers, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger avec 250 incendies, Blida (92) et Annaba (83).

En outre, 5376 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 386 personnes en situation de danger et l'exécution de 4716 opérations diverses d'assistance.

